

*Projet de Base
Commune*

adopté par le Conseil national

L'ambition communiste pour de nouveaux « Jours heureux »

Table des matières

Préambule	3	V. Ouvrir un nouvel horizon pour la France	26
I. 2018-2023 : Des années d'action au service de la transformation du pays	4	1. Révolutionner le travail, la production et la consommation	26
1. Une activité marquée par la pandémie de Covid-19	4	2. Promouvoir les biens communs par le service public	27
2. Retour sur les élections locales et notre campagne des européennes	6	3. Conquérir les moyens de répondre aux exigences sociales, écologiques et sociétales, agir pour une nouvelle efficacité économique	29
3. Nos campagnes présidentielle et législatives : les communistes engagés pour de nouveaux « Jours heureux » !	7	4. Construire un nouveau pacte républicain et universaliste : rendre au peuple sa pleine souveraineté et réaliser l'égalité réelle	30
II. Devant un défi de civilisation	9	- Remettre le peuple au cœur du pouvoir	30
1. Le besoin de communisme pour relever les défis collectifs de l'humanité	9	- Engager la révolution féministe	31
- L'ère de l'Anthropocène et le défi de la crise écologique et climatique	9	- Relancer un grand mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations	32
- La perspective d'une nouvelle crise	10	VI. Agir pour le rassemblement majoritaire de notre peuple	33
- La crise et les contradictions de l'Union européenne	11	1. Affirmer le socle social et politique du changement	33
- La course de vitesse avec les extrêmes droites	12	2. Travailler à une nouvelle dynamique populaire agissante	34
- Les conséquences des crises sur les peuples	12	3. Reconstruire la gauche pour la faire gagner	35
2. De nouvelles potentialités prometteuses	13	- La situation de la gauche après la présidentielle	35
- L'exigence de l'action internationale	13	- Tirer toutes les leçons de l'union aux législatives	36
- Le rôle moteur et les défis des mouvements sociaux et populaires multiformes	13	- Nous lançons un appel à la reconquête des forces du travail	37
- La gauche à la croisée des chemins	14	4. Porter nos idées dans toutes les élections	38
3. Les principes et les cadres de la politique internationale et européenne du PCF	14	VII. Poursuivre le redéploiement du PCF	38
III- La France face à une crise de régime	16	1. Engager la bataille décisive du renforcement	39
1. La nouvelle étape d'une crise systémique	17	2. S'organiser à l'entreprise et sur les lieux de travail	39
2. Une nation affaiblie et fracturée par le néolibéralisme	18	3. Féminiser et faire vivre le féminisme	40
3. L'ébranlement des institutions du capitalisme français	19	4. Étendre l'influence communiste dans la jeunesse	40
4. D'un « plafond de verre » à l'autre : la République en danger	20	5. Reconquérir les milieux populaires	40
5. D'importantes forces disponibles à la contre-offensive	21	6. Franchir un nouveau cap pour la formation	41
IV. L'actualité brûlante du projet communiste	22	7. Structurer plus efficacement l'activité des communistes	41
1. Pour une civilisation nouvelle, fondée sur le développement des capacités humaines, en harmonie avec la Terre	22	- L'importance de la proximité : les cellules	41
2. Un processus révolutionnaire pour vaincre la résistance du capital	23	- L'intérêt des réseaux thématiques et de salarié-es, des commissions thématiques	42
3. Le chemin : une révolution dans l'économie, dans l'écologie, dans toutes les relations entre les êtres humains	24	- Le besoin de solidarité interne	42
- Le projet communiste passe par une révolution des rapports sociaux de production, de consommation et de répartition	24	8. Faire mieux fonctionner les instances de direction	42
- Le projet communiste passe par une révolution écologique	24	9. Faire vivre le réseau des élu-es du PCF	43
- Le projet communiste passe par une révolution des relations entre générations, du travail, de la politique, de la culture	25	10. Renforcer nos revues	43
		11. Développer nos médias départementaux et régionaux	43
		12. Faire lire <i>L'Humanité</i> , bien commun des communistes et de leurs ami-es	44

Préambule

1 Le monde et la France sont placés devant des défis colossaux. L'en-
2 jeu est de les relever, de tourner la page d'un ordre pris de convul-
3 sions, celui du capitalisme globalisé et financiarisé.

4 L'humanité est à un tournant de son histoire. Les crises, économique
5 et écologique, alimentaire et sanitaire, sociale et sociétale, politique
6 et démocratique, s'enchevêtrent et font planer de terribles menaces.
7 Les inégalités se creusent, le changement climatique se traduit par
8 des dégâts d'immense ampleur, les relations internationales se mi-
9 litarisent. La guerre en Ukraine fait resurgir le spectre de la guerre
10 mondiale, un peu partout les forces de la réaction attisent les haines,
11 le racisme et les paniques identitaires. En défense des droits sociaux,
12 de l'égalité entre femmes et hommes, de la justice climatique, de la
13 démocratie, d'importants mouvements populaires se manifestent
14 pourtant, marquant que la résignation ne l'a pas emporté face à un
15 ordre porteur de barbarie.

16 En France, un gouvernement minoritaire plonge le pays dans une
17 crise systémique pour défendre les intérêts du capital. L'affronte-
18 ment entre capital et travail ne cesse de s'aiguiser ; la droite et l'ex-
19 trême droite rivalisent de discours racistes et liberticides pour divi-
20 ser la société et empêcher qu'une majorité populaire ne se forme
21 et puisse disputer le pouvoir. Mais les peurs engendrées par une
22 mondialisation capitaliste chaotique et la défiance massive envers
23 la représentation politique coexistent avec des forces disponibles à
24 la contre-offensive, l'immense majorité du pays aspirant à un chan-
25 gement profond.

26 Jamais autant qu'aujourd'hui, le projet communiste n'aura été d'une
27 telle actualité. Jamais, il n'y aura eu autant besoin de mise en com-
28 mun pour faire reculer les tendances aux replis et à la concurrence
29 de toutes contre toutes. Jamais, le besoin d'un mode de dévelop-
30 pement renonçant à l'immense gâchis de nos ressources n'aura été
31 aussi impératif pour affronter les défis écologique et climatique. Ja-
32 mais, la perspective de l'émancipation individuelle et collective, qui
33 est le fondement même de l'idée communiste, d'une civilisation radi-
34 calement nouvelle basée sur le développement de toutes les capa-
35 cités humaines n'aura autant correspondu aux attentes qui se font
36 jour dans les sociétés. Jamais, nous n'aurons été à ce point fondés à
37 nous revendiquer du communisme comme visée historique et che-
38 min de lutte.

39 Nous voulons que notre parti soit un instrument toujours plus efficace
40 au service de cette ambition universelle. Lors de leur 38^e Congrès, les
41 adhérent-es du PCF avaient décidé de travailler au renouveau du
42 communisme français, de surmonter le risque de son effacement. Il
43 s'agit à présent de prolonger l'effort des quatre années écoulées qui,
44 en dépit des difficultés nombreuses, comme celles provoquées par
45 la pandémie du Covid-19, a engagé notre redéploiement et redon-
46 né de la visibilité au PCF et à ses idées, avec pour temps fort notre
47 campagne de l'élection présidentielle. Il nous revient de prendre des
48 décisions concrètes, dans l'objectif d'être un grand parti populaire,
49 révolutionnaire et en capacité de mener des campagnes d'action et
50 des batailles d'idées.

51 Nous portons l'ambition communiste de nouveaux Jours heureux,
52 d'une France qui renoue avec le droit au bonheur. C'est dans cet ob-
53 jectif que sont ici proposés les grands axes qui font l'originalité du
54 PCF et structurent son action pour répondre aux exigences du mo-
55 ment : révolution du travail, de la production et de la consomma-
56 tion ; promotion des biens communs par le service public ; nouvelles
57 relations internationales fondées sur le partage, la coopération et la
58 paix ; nouveau pacte républicain, source de droits décisionnels nou-
59 veaux pour les citoyen-nes et le salariat, afin de prendre le pouvoir
60 sur le capital.

1 De même, pour conquérir une majorité politique au service d'un
2 changement profond et durable, nous voulons initier une dynamique
3 populaire à même d'unir le monde du travail et de la création, toutes
4 celles et ceux qui ont un commun intérêt au dépassement d'un mo-
5 dèle capitaliste de plus en plus destructeur. C'est la proposition que
6 nous portons pour la France, pour le peuple, pour la gauche, mais
7 aussi en Europe et dans le monde.

8 **I. 2018–2023 : des années d'action** 9 **au service de la transformation** 10 **du pays**

11 À l'issue de l'élection présidentielle de 2017, confrontés à des enjeux
12 importants dans le pays comme pour l'avenir de leur parti, les com-
13 munistes décidaient de la convocation d'un congrès extraordinaire.
14 Cette présidentielle avait témoigné d'une nouvelle aggravation de la
15 crise politique, sociale et économique, avec une abstention record et
16 la présence de la candidate du Rassemblement national au second
17 tour. La victoire d'Emmanuel Macron et le résultat des législatives
18 confirmaient l'affaiblissement durable d'une gauche représentée
19 à un niveau historiquement faible à l'Assemblée nationale. Le pré-
20 sident élu mettait en œuvre un programme réactionnaire, ultralibé-
21 ral, jusqu'à devenir pour l'opinion le « président des riches ». Quelques
22 mois plus tard, la révolte des « Gilets jaunes », puis le mouvement sur
23 les retraites, illustraient à la fois la colère populaire et l'absence de
24 perspective de changement progressiste.

25 Dans ce contexte, le 38^e Congrès du PCF, jugeant nécessaire un nou-
26 vel élan de notre parti, se prononce pour une réorientation, tant du
27 point de vue stratégique que de son activité et son organisation.
28 Cette décision traduit la volonté des communistes de conjurer le
29 risque d'effacement du PCF et de délitement de la gauche, de redon-
30 ner à leur parti une place nationale dans le débat d'idées, de recon-
31 quérir son influence, de reconstruire son organisation affaiblie.

32 Il s'agit d'être utile à notre peuple et à la hauteur des enjeux du 21^e
33 siècle. Cet engagement se décline en 5 axes : relever les défis de la
34 crise ; caractériser le communisme de notre temps, à la fois visée
35 historique et chemin de lutte ; construire un nouvel internationalisme
36 pour relever le défi de la mondialisation capitaliste ; porter une nou-
37 velle stratégie de rassemblement et d'unité populaire ; développer
38 une organisation utile et agissante, audacieuse et novatrice, capable
39 de porter dans les entreprises et les quartiers le travail d'analyse et
40 d'élaboration politiques permettant au plus grand nombre d'interven-
41 nir dans le processus de transformation de la société.

42 Engagement est pris d'être présent-es avec nos candidat-es lors des
43 scrutins à venir, à partir des spécificités de chacun. Le congrès dé-
44 cide d'engager un candidat du PCF comme tête de liste aux élec-
45 tions européennes, Ian Brossat, et de créer les conditions d'une can-
46 didature communiste à l'élection présidentielle de 2022.

47 À l'issue des quatre années écoulées, il nous appartient de faire le
48 bilan des décisions prises et de nos points d'appui pour agir dans
49 la situation. La crise s'est approfondie, globalisée, touchant tous les
50 aspects de la vie. L'épidémie de Covid-19 a révélé une crise sanitaire
51 inédite, des événements climatiques extrêmes ont confirmé la gravi-
52 té du changement climatique, les inégalités sociales se sont aggra-
53 vées sous l'effet de la crise économique, et une guerre a été déclen-
54 chée en Europe, avec la menace d'utilisation des armes atomiques.

55 **I. Une activité marquée par la pandémie de Covid-19**

56 Pendant ces quatre années, les communistes travaillent ensemble à
57 mettre en œuvre les décisions du 38^e Congrès.

58 Dès le début 2019, nous portons nos propositions auprès des « Gilets
59 jaunes ». Cette même année, nous apportons une contribution de

1 première importance au grand mouvement contre la réforme des
2 retraites. Nous présentons un projet alternatif « Pour une réforme des
3 retraites digne du 21^e siècle », et lançons la bataille pour un référen-
4 dum. Tout en menant le débat sur les contenus, nous parvenons à
5 réunir toutes les forces de gauche et les forces syndicales dans un
6 meeting commun, premier acte d'une campagne unitaire qui déb-
7 bouchera sur l'élaboration d'un contre-projet des forces de gauche
8 et écologistes. Notre action lors de ce mouvement social nous place
9 comme une force utile à la mobilisation et centrale à gauche.

10 Au moment de la crise épidémique, révélatrice de la situation de
11 la santé publique et de l'hôpital en France, nous publions nos pro-
12 positions sous le titre « Protéger la population, relever les défis de la
13 crise », ainsi qu'une lettre aux Français-es du secrétaire national du
14 PCF et une adresse aux salarié-es. Prenant en compte l'inquiétude
15 des parents et des enseignant-es devant la fermeture des établisse-
16 ments scolaires pour cause de Covid, nous publions également un «
17 Plan d'urgence pour l'éducation ». Alors que le scepticisme et la mé-
18 fiance grandissent à l'égard de la science, ouvrant la porte au com-
19 plotisme, nous appelons au respect de la recherche scientifique et
20 des vaccins qui ont libéré l'humanité d'épidémies meurtrières. Nous
21 faisons nôtre la campagne « Pas de profit sur la pandémie » pour faire
22 des vaccins et des traitements anti-Covid des biens publics mon-
23 diaux, accessibles à tou-tes, et nous portons la pétition « Des milliards
24 pour l'hôpital, pas pour le capital ». Nous exigeons la levée des bre-
25 vets pour l'accès égal de tous les peuples. Nous faisons également
26 grandir l'exigence d'un pôle public du médicament et la défense de
27 l'hôpital public. Dès juin 2020, nous adoptons le projet « Construisons
28 la France en commun » et appelons à l'enrichir à travers une plate-
29 forme dédiée.

30 L'activité du parti est fortement impactée par la pandémie. La direc-
31 tion nationale s'organise et met à disposition des outils pour les mil-
32 litant-es. Les organisations du parti, à tous les niveaux, peuvent par-
33 tager l'analyse de la situation, formuler des propositions, travailler à
34 maintenir un lien avec les adhérent-es, organiser la solidarité entre
35 camarades et avec la population, notamment les personnels de
36 santé et les travailleurs-euses de première ligne. Nous faisons vivre
37 avec nos élu-es cette solidarité par de nombreuses initiatives locales
38 sur les enjeux de santé, d'éducation, d'alimentation, de droit au lo-
39 gement et à l'énergie. Cette période marque profondément notre
40 parti, nous perdons alors brutalement de nombreuses et nombreux
41 camarades. Nous devons déployer d'importants efforts pour recons-
42 truire dans la foulée une vie militante à la hauteur des défis de la
43 période.

44 C'est dans cet engagement que s'affirme la nouvelle actualité du
45 thème des « Jours heureux », qui deviendra la référence de notre
46 programme à la présidentielle et qui est maintenant identifié dans le
47 pays et attaché au PCF.

48 Nous soutenons également le mouvement #MeToo qui fait entrer
49 notre société dans une phase de remise en cause globale du mo-
50 dèle patriarcal, archaïque, profondément inégalitaire et vecteur de
51 violences sexistes et sexuelles. Dans le prolongement de la création
52 du dispositif « Stop violences », nous établissons une convention avec
53 le Collectif féministe contre le viol.

54 Avec la commission « entreprises », nous commençons à relever le
55 défi de l'activité politique à l'entreprise et sur les lieux de travail. De-
56 puis quatre ans, l'activité des communistes s'y reconstruit. Des ré-
57 seaux locaux et nationaux se structurent, des sections, cellules, se
58 créent. Des temps forts thématiques sont organisés (énergie, aéro-
59 nautique), des documents ainsi que le journal « Agir » sont mis à la
60 disposition des communistes. Des liens forts sont renoués avec des
61 organisations syndicales. Le « Tour de France » des entreprises effec-
62 tué par Fabien Roussel contribue à ces résultats.

63 Dans nombre de domaines, le travail de nos commissions nationales

1 permet un développement important des propositions et initiatives
2 du PCF.

3 En 2022, après des éditions perturbées par la crise sanitaire, les com-
4 munistes contribuent activement à l'installation de la Fête de « l'Hu-
5 manité » en Essonne, et à son succès sur ce nouveau site.

6 **2. Retour sur les élections locales et notre campagne** 7 **des européennes**

8 Aux élections municipales de 2020, concernant les villes de 3 500
9 à 20 000 habitant-es, nous gagnons 25 communes, confirmant la
10 possibilité de dynamiques de reconquête. Ces victoires nous ré-im-
11 plantent dans une dizaine de départements où nous n'avions plus de
12 maires communistes. En plus de ces conquêtes, nous conservons 118
13 villes, mais en perdons 28 (47 en 2014).

14 Dans les villes de plus de 20 000 habitant-es où nous dirigeons des
15 listes d'union, nous remportons des victoires importantes ; 3 villes
16 sont reconquises. Au total, nous remportons 27 villes et en perdons 6
17 par rapport à 2014. Notre présence se renforce dans les majorités des
18 métropoles, avec des élu-es communistes dans 14 des 21 métropoles
19 du pays.

20 À partir de ces résultats, aux sénatoriales, nous gagnons 2 élu-es à
21 parité, confirmant notre progression et nous permettant d'avoir un
22 vice-président de la Haute-Assemblée.

23 Aux régionales et départementales de 2021, nous doublons le nombre
24 de nos élu-es dans les conseils régionaux et en gagnons une dizaine
25 dans les conseils départementaux. Une trentaine de fédérations ob-
26 tiennent au moins un-e élu-e régional-e ou départemental-e : c'est un
27 élargissement important de notre implantation territoriale. En re-
28 vanche, dans le Val-de-Marne, dans le contexte marqué par la perte
29 de quatre villes en 2020, la simultanéité des deux élections et des
30 manœuvres de division à gauche, nous perdons la présidence du
31 Conseil départemental face à la droite, malgré une belle campagne
32 des communistes.

33 Aux élections européennes, pour la première fois depuis 2007, nous
34 nous présentons à une élection dont la circonscription est l'ensemble
35 du territoire national. Ayant perdu l'expérience des campagnes na-
36 tionales, il faut tout réinventer avec des équipes nouvelles, tant sur le
37 plan national que local.

38 Notre campagne « Pour l'Europe des gens, contre l'Europe de
39 l'argent » constitue une étape importante pour la visibilité des idées
40 communistes, renforçant celle que nous avons maintenue au ni-
41 veau local. Notre parti apparaît comme une force combattant pour
42 une autre Europe et refusant les traités européens ultralibéraux qui
43 ont dépecé notre industrie comme nos services publics. Nous ne cé-
44 dons pas sur des valeurs essentielles : contre le pouvoir de l'argent,
45 pour les services publics, contre les idées xénophobes, pour l'accueil
46 des réfugié-es...

47 Notre liste, conduite par Ian Brossat, suscite de l'intérêt en incarnant
48 un renouvellement de la vie politique. Sa composition fait une large
49 place au monde du travail. Elle contribue à renforcer des liens avec
50 des actrices et acteurs du mouvement social, de la culture et de la
51 création, des intellectuel-les et des personnalités de gauche, natio-
52 nalement et localement, comme l'ont traduit le comité de soutien ou
53 les nombreux appels sectoriels au vote. Nos candidat-es mènent une
54 belle campagne, avec une mobilisation militante inédite depuis de
55 nombreuses années. De fait, cette campagne aide à créer les condi-
56 tions d'une candidature à la présidentielle.

57 Cependant, nous ne parvenons pas à réaliser la percée électorale
58 voulue ; nous réalisons 2,49 % (564 949 voix), ce qui ne nous permet
59 pas d'obtenir des élu-es. Notre absence du Parlement européen est
60 un handicap. Malgré une liste cherchant à représenter le monde du
61 travail par sa composition, celui-ci n'aura pas identifié le vote com-

1 muniste comme un levier répondant à ses attentes. Nous serons ap-
2 paru-es comme un repère à gauche, sans parvenir à faire émerger
3 l'originalité de nos propositions avec suffisamment de force pour
4 mobiliser.

5 **3. Nos campagnes présidentielle et législatives :** 6 **les communistes engagé-es pour de nouveaux** 7 **« Jours heureux » !**

8 La campagne présidentielle constituait un défi puisque, depuis 2007,
9 avec la candidature de Marie-George Buffet, nous n'avions pas pré-
10 senté de candidat-e communiste à cette élection qui structure la vie
11 politique française.

12 Nous faisons alors le pari d'un exercice démocratique inédit pour
13 prendre notre décision à travers trois étapes nationales, du conseil
14 national au vote des adhérent-es, en passant par une conférence
15 nationale exceptionnelle. Cette conférence nationale, tenue en
16 pleine pandémie, réunit un millier de délégué-es en visioconférence ;
17 elle est sans précédent dans la vie politique du pays et montre notre
18 capacité collective à faire vivre la démocratie militante. À chaque
19 étape de ce processus, la conviction des communistes de la néces-
20 sité d'une candidature issue de leur parti grandit, jusqu'à réunir 82 %
21 des adhérent-es.

22 Notre campagne amène à une activité politique intense dès l'été
23 2021 avec la caravane des « Jours heureux », suivie de six rencontres
24 nationales thématiques au dernier trimestre 2021, dont le meeting
25 national à Paris sur les enjeux du travail et de l'emploi, précédé d'une
26 semaine nationale d'action, visant à placer ces enjeux au cœur du
27 débat présidentiel. Nous faisons connaître largement un axe majeur
28 de notre projet visant à révolutionner le travail, la production et à sé-
29 curiser l'emploi et la formation pour éradiquer le chômage et aug-
30 menter les salaires, question brûlante : une conception communiste
31 s'affrontant à la domination du capital, et très différente des propo-
32 sitions existant à gauche, visant par exemple à créer un revenu uni-
33 versel.

34 Tout au long des mois allant jusqu'au premier tour, par les meetings
35 et les rencontres tenues, notre campagne et notre candidat ap-
36 portent un souffle nouveau dans la vie politique. Fabien Roussel fait
37 valoir avec talent l'originalité de nos propositions. Au-delà des enjeux
38 du travail et de l'emploi, nous réalisons des percées sur des sujets
39 importants et populaires. Alors que la crise énergétique pose d'im-
40 menses défis à la France, nous parvenons à faire de la souveraineté
41 énergétique et de la maîtrise publique de ce secteur un enjeu ma-
42 jeur, nous contribuons à faire grandir une majorité populaire pour
43 un mix nucléaire-renouvelable à la hauteur des besoins et du défi
44 climatique. Alors que 5 millions de Français-es ont recours à l'aide
45 alimentaire, nous portons la nécessité d'une alimentation diversifi-
46 fiée et équilibrée, défendant la souveraineté alimentaire avec le mot
47 d'ordre « manger sain et à sa faim ».

48 Sur d'autre enjeux, la campagne est l'occasion de faire progresser
49 notre connaissance des réalités du pays et d'améliorer notre projet.
50 C'est le cas des enjeux industriels et de notre volonté d'une nouvelle
51 industrialisation du pays. C'est le cas aussi de la jeunesse, dont notre
52 candidat fait une priorité, en avançant l'objectif d'un pacte pour
53 la jeunesse, idée qui a mobilisé et renforcé le MJCF. C'est encore le
54 cas de la lutte contre les violences faites aux femmes et de l'égalité
55 femmes-hommes dans tous les domaines.

56 Surtout, notre démarche communiste nous conduit à porter la cohé-
57 rence d'un projet de société nouveau à gauche, celui d'une « France
58 des Jours heureux », qui s'articule autour de grands axes identifiants :
59 la révolution du travail et de la production ; la promotion de biens
60 communs par le service public ; une République sociale et démocra-
61 tique, laïque et universaliste pour rendre au peuple sa souveraineté ;
62 l'égalité réelle ; une voix souveraine de la France en Europe et dans

1 le monde au service de la paix et des coopérations. La force de ce
2 projet est de lier les objectifs avancés et les moyens de les mettre
3 en œuvre. Il suscite l'intérêt de nombreuses personnalités et amène
4 les forces qui deviendront la Fédération de la gauche républicaine à
5 soutenir notre candidat, en contribuant à enrichir elles-mêmes notre
6 campagne commune.

7 Notre campagne rencontre un écho populaire et construit une po-
8 pularité nouvelle de notre secrétaire national dans le pays, des son-
9 dages encourageants en témoignent. Cependant, nous ne réussis-
10 sons pas à conforter jusqu'au bout cette dynamique.

11 En fin de campagne, nous ne parvenons pas à déjouer un système
12 électoral qui favorise les candidat-es présenté-es comme pouvant
13 accéder au second tour. L'hyper-présidentialisation est un dange-
14 reux obstacle à la démocratie et à l'expression véritable de la sou-
15 veraineté populaire. L'avoir affronté avec notre candidat renforce
16 notre engagement pour le combattre. La guerre en Ukraine impacte
17 aussi fortement les dernières semaines de campagne. En suscitant
18 la crainte d'une escalade et en éclipsant nombre de sujets que nous
19 avons fait émerger, la guerre favorise les candidat-es les plus ins-
20 tallé-es. Au final, nous obtenons 2,28 % des suffrages exprimés (802
21 422 voix), un score décevant, inférieur au potentiel construit dans la
22 bataille.

23 Cette campagne, marquée par un effort militant important, aura
24 dessiné les axes de la reconquête de l'électorat populaire, permis de
25 faire fortement progresser l'identification de l'originalité et de l'utili-
26 té des communistes dans la reconstruction de la gauche. Elle aura
27 grandement contribué à ce que le PCF prenne une place visible et
28 originale dans le paysage politique. Loin d'un simple moment électo-
29 ral, elle aura continué de nourrir notre activité et notre réflexion stra-
30 tégique. Elle constitue donc un bien commun précieux.

31 Aux élections législatives, l'alliance électorale constituée avec la Nou-
32 velle Union populaire, écologique et sociale répond au désir d'union
33 du peuple de gauche, sans pour autant être à la hauteur des défis
34 posés à la France et à la gauche, et sans parvenir à remobiliser une
35 partie des catégories populaires ayant intérêt au changement. Elle
36 favorise le retour du clivage droite-gauche dans les confrontations
37 politiques. Elle acte une convergence sur une série d'objectifs com-
38 muns, sans toutefois dissimuler les différences et désaccords. Elle
39 permet de qualifier de nombreux candidat-es de gauche au second
40 tour et de faire élire deux fois plus de député-es de gauche que sous
41 la précédente législature, contribuant à nous permettre de maintenir
42 un groupe renforcé à l'Assemblée.

43 Notre coalition électorale ne retrouve cependant pas les scores cu-
44 mulés des quatre candidatures de gauche à la présidentielle ; elle
45 ne suscite pas l'élan de nature à faire refluer l'abstention. Le total
46 des voix recueillies ne progresse pas sur le total des suffrages de
47 gauche de 2017, à la différence de l'extrême droite. Confrontés à la
48 volonté hégémonique de La France insoumise, nous ne pouvons pré-
49 senter de candidatures communistes dans 500 circonscriptions ; ce
50 qui aura constitué un problème important pour l'expression de nos
51 idées et notre influence dans ces territoires, empêchant de conquérir
52 d'autres circonscriptions. L'accord conclu alors ne doit pas devenir
53 un carcan, ni servir de prétexte à figer le rapport de force à gauche,
54 d'autant que d'importants débats demeurent entre nos forces, tant
55 sur les orientations que sur la stratégie.

56 Nous aurons contribué à redonner de l'espoir à des millions de per-
57 sonnes, mais d'importants défis demeurent. Faire progresser nos
58 idées et reconstruire la gauche est un travail de longue haleine. Ce
59 que démontre la victoire contre l'extrême droite de Jean-Marc Tel-
60 lier et des camarades du Pas-de-Calais, fruit de plusieurs années de
61 combats menés avec la population.

62 Dans toutes ces séquences électorales, le bilan de nos élu-es est un

1 réel appui. L'action par exemple de nos député·es et de notre cama-
2 rade André Chassaigne pour la revalorisation des retraites agricoles,
3 ou encore les initiatives de nos sénatrices et sénateurs, avec notre
4 camarade Eliane Assassi pour faire éclater le scandale du cabinet
5 McKinsey, en portent témoignage.

6 Ces quatre années d'activité intense auront rendu plus pressante la
7 nécessité d'une organisation se déployant au plus près de la popula-
8 tion. S'il nous reste beaucoup de chemin à parcourir, cette exigence
9 est largement partagée dans le PCF. C'est la gravité de la crise sys-
10 témique et la nécessité d'une réponse à la hauteur qui nous avait
11 conduites à décider d'un nouvel élan pour le parti. Ouvrir une alter-
12 native au capitalisme est plus que jamais une urgence : c'est l'objet
13 de ce 39^e Congrès. Le chemin parcouru depuis le 38^e nous permet de
14 l'aborder avec lucidité, courage et confiance.

15 **II. Devant un défi de civilisation**

16 L'humanité fait face à une crise inédite par son ampleur et sa globa-
17 lité. Elle est faite de crises entrelacées, économique, climatique, sani-
18 taire, politique, dont les conséquences sont catastrophiques et font
19 planer de graves menaces pour le devenir de l'humanité.

20 Cette crise, comme toute crise, témoigne de ce que la marche du
21 monde n'est plus tenable et que des transformations radicales se
22 cherchent. Elle est l'expression d'une exigence de neuf, à laquelle
23 l'ordre ancien résiste de toutes ses forces. Comme le disait Marx, « la
24 pourriture est le laboratoire de la vie ». Elle appelle un autre ordre du
25 monde fondé sur la paix, la sécurité globale et la souveraineté des
26 peuples, les biens communs et la coopération. Elle appelle le dépass-
27 sement du capitalisme et exprime le besoin de communisme.

28 **I. Le besoin de communisme pour relever les défis** 29 **collectifs de l'humanité**

30 *L'ère de l'Anthropocène et le défi de la crise écologique*
31 *et climatique*

32 Depuis que l'activité humaine a complètement transformé son milieu
33 à travers les siècles, nous sommes entrés dans une période nouvelle,
34 l'Anthropocène. Cette pression sur les ressources et l'environnement,
35 pour la satisfaction des besoins légitimes de l'humanité, s'est au-
36 jourd'hui accélérée, au point que son impact est comparable à toutes
37 les forces géologiques naturelles réunies et en devient insupportable.
38 Cette aggravation récente est principalement due à la course folle
39 au profit du système capitaliste, source de gaspillage et d'inefficacité,
40 qui est aussi l'obstacle aux changements nécessaires.

41 Il ne s'agit pas de revenir en arrière de cette nouvelle ère. Il s'agit d'as-
42 surer la pérennité de l'humanité dans son développement et la ré-
43 sponse à ses besoins légitimes, actuels et futurs. Il s'agit de révolution-
44 ner nos modes de production et de consommation pour les rendre
45 compatibles avec la continuité de notre niche écologique : c'est un
46 défi scientifique et politique, au-delà du seul dépassement du capi-
47 talisme.

48 Dans le débat public, les manifestations de la crise écologique et cli-
49 matique, de plus en plus fréquentes et visibles, questionnent sur leurs
50 causes et leurs solutions.

51 Alors que le changement climatique impose des réponses immé-
52 diates, et même si des engagements, très insuffisants, ont dû être pris
53 par les États, de précieuses décennies ont été perdues du fait de la
54 course aux profits, des mécanismes du marché et d'une économie
55 fondée sur les énergies carbonées. Le dérèglement climatique ap-
56 pelle des mesures fortes. Il suppose d'affronter les lobbys, d'engager
57 des dépenses majeures (à hauteur de 6% du PIB, selon les préconisa-
58 tions du GIEC), d'agir en internationalistes pour la réduction des iné-
59 galités Nord-Sud devant les conséquences du réchauffement déjà à
60 l'œuvre

1 Le besoin de communisme s'affirme dans les urgences de réponse
2 aux défis de ces crises :
3 ♦ avec les menaces de pandémies, alors que les multinationales
4 freinent le partage des brevets et des technologies de production
5 de médicaments et de vaccins, la sécurité sanitaire mondiale ne
6 doit plus se jouer en bourse ;
7 ♦ la sécurité alimentaire exige au niveau mondial, avec la générali-
8 sation de pratiques respectueuses de l'environnement, la mise en
9 cause de la toute-puissance de l'agrobusiness mondial ;
10 ♦ contre l'épuisement et le gaspillage des ressources en eau et en
11 énergie, des métaux et minéraux, une gestion mondiale sous
12 forme de biens communs est à l'ordre du jour.

13 *La perspective d'une nouvelle crise*

14 Depuis les années 1970, le capitalisme fait face à une crise systé-
15 mique non résolue qui résulte de la suraccumulation du capital. Au
16 lieu de répondre aux exigences de développement des capacités
17 humaines de la révolution informationnelle, le système en a fait un
18 moyen de renforcement des monopoles, du capital et de nouveaux
19 types de multinationales.

20 Les crises de 2008 et de 2020 ont provoqué le recours sans précédent
21 à des liquidités créées par les banques centrales. Après 2008-2009
22 elles ont permis à la mondialisation financière de reprendre. Mais
23 après les interventions de 2020, l'insuffisance de production, les pé-
24 nuries d'emploi, les consommations de matières, les spéculations et
25 le gonflement inédit du capital financier ont atteint un paroxysme.
26 Il en est résulté qu'une inflation sans précédent a ressurgi durable-
27 ment dans le monde entier, renforcée par la déstabilisation des
28 chaînes mondiales d'activité.

29 Pour sauver la valeur des capitaux accumulés les banques centrales
30 et les classes dirigeantes assument le risque d'une récession : plutôt
31 sacrifier l'emploi et la croissance que de concéder des hausses de
32 salaires et développer la formation.

33 Cette crise bouscule les bourgeoisies, jusqu'au cœur du capital fi-
34 nancier. La remise en cause des représentations politiques tradi-
35 tionnelles, la rupture avec les corps citoyens et la déstabilisation de
36 nombreux régimes, sous l'effet d'importantes crises sociales et poli-
37 tiques, les percutent.

38 Cela ouvre de l'espace pour les idées communistes. Ainsi, la politique
39 du « quoi qu'il en coûte », menée par les banques centrales et un cer-
40 tain nombre de gouvernements, souligne aussi la possibilité d'une
41 autre sélectivité du crédit et des prêts en faveur de l'emploi, de la
42 formation, des services publics et de la transition écologique, et non
43 plus en faveur des marchés financiers. L'utilisation de l'argent et du
44 crédit doit se faire sous contrôle démocratique et avec des critères
45 d'efficacité sociale et écologique.

46 L'hégémonie du dollar est contestée. Le PCF peut donner de la force
47 à sa proposition d'émission massive des droits de tirage spéciaux
48 (DTS) par le FMI, pour aller vers une monnaie commune mondiale
49 au service du développement humain et des biens communs. De
50 grands pays, comme la Chine ou l'Inde ont aussi formulé une propo-
51 sition similaire.

52 Des dangers surgissent aussi. Pour le capital, la guerre fait partie des
53 débouchés. On voit aussi une fraction du capital financier chercher
54 un mode d'accumulation brutal et autoritaire, en s'alliant avec l'ex-
55 trême droite.

56 Cela souligne l'importance des rassemblements à construire dans
57 l'action, sur des objectifs visant le dépassement du capitalisme et
58 l'importance de convergences internationales en ce sens.

59 *Le défi de la guerre et le danger des politiques de force*

60 L'exacerbation des concurrences aggrave la militarisation des rap-
61 ports de force internationaux. L'invasion de l'Ukraine par Vladimir

1 Poutine est injustifiable et criminelle. Si elle fut déclenchée dans le
2 contexte de la non-application par le gouvernement ukrainien des
3 Accords de Minsk (qui pouvaient mener à un règlement politique
4 de la guerre civile en Ukraine) et de l'expansion de l'Otan vers l'Est,
5 en dépit des engagements américains, elle a des effets en chaîne
6 désastreux dans tous les domaines et d'un danger extrême pour les
7 peuples.

8 Les risques de généralisation du conflit, avec leur dimension nu-
9 cléaire, sont liés aux faits que :

10 ✦ les instances multilatérales, notamment l'Onu, ont été affaiblies
11 par les politiques néoconservatrices, en particulier américaines.
12 L'Onu, seul cadre international légitime de négociations, est éga-
13 lement concurrencée par les clubs des pays les plus riches, G7 et
14 G20 ;

15 ✦ les traités de diminution et de contrôle de l'armement ont presque
16 tous été dénoncés. La course aux armements en a été relancée,
17 pour le plus grand profit des industriels du secteur.

18 Les rapports de domination se recomposent :

19 ✦ l'impérialisme américain, contesté, est à la recherche de nouveaux
20 moyens de domination : arme politique (« le front des démocrat-
21 ties », défini comme les alliés des États-Unis), arme énergétique et
22 arme de l'Otan. Outil obsolète de la guerre froide, l'Otan se dote
23 d'une stratégie « globale » contre la Chine ;

24 ✦ la Chine cherche à échapper à l'encerclement, en déployant des
25 investissements importants et en cherchant de nouveaux rappro-
26 chements pragmatiques dans le cadre des Brics et de l'Organi-
27 sation de coopération de Shanghai. Elle réagit également sur le
28 terrain militaire, même si l'appel des dirigeants chinois à la déses-
29 calade et à une nouvelle sécurité collective peut être un point d'ap-
30 pui précieux pour la paix. Les provocations américaines à Taïwan
31 alimentent délibérément les tensions. Le PCF affirme son attachement
32 au principe « d'une seule Chine », reconnu par la France depuis
33 1964 et par l'Onu depuis 1971. Les choix de la part de la Chine et
34 du Parti communiste chinois de la voie de développement qui est
35 la leur ne sauraient être considérés comme un modèle ;

36 ✦ la Russie veut retrouver une certaine influence internationale,
37 après des années de reculs humiliants subis face à la pression des
38 États-Unis. Le régime de Vladimir Poutine est à l'opposé de toute
39 politique progressiste, tant par son capitalisme rentier que par la
40 résurgence d'un chauvinisme impérial grand-russe réactionnaire,
41 ultra-nationaliste, autoritaire voire dictatorial ;

42 ✦ des pôles régionaux, dominés par des gouvernements nationa-
43 listes, tels que l'Inde ou la Turquie, cherchent à se positionner dans
44 ces recompositions. Le Proche et le Moyen-Orient constituent une
45 zone plongée dans le chaos du fait des politiques néolibérales,
46 des tensions nationales et des interventions militaires. Dans ce
47 contexte, l'Iran cherche à exister comme une puissance pesant
48 sur les rapports de force régionaux ;

49 ✦ la lutte pour l'accaparement et l'exploitation des ressources na-
50 turelles joue un rôle important dans l'exacerbation des tensions
51 internationales. Cela est particulièrement visible pour l'Afrique,
52 que les politiques néolibérales et l'ingérence d'intérêts impériaux
53 plongent dans de terribles soubresauts.

54 Dans une situation où les politiques de force entraînent le monde
55 dans la guerre, il est impensable de s'aligner sur un « camp ». Il est
56 nécessaire de développer une politique indépendante, répondant
57 aux intérêts communs des peuples et des mouvements progres-
58 sistes pour la paix, le respect des droits, de la souveraineté populaire,
59 la sécurité collective et globale.

60 *La crise et les contradictions de l'Union européenne*

61 Ces contradictions explosives se reflètent dans la crise de l'Union
62 européenne. La finalité de cette dernière reste celle des traités néo-
63 libéraux que le PCF dénonce depuis l'Acte unique et le Traité de
64 Maastricht : la défense de la concurrence libre et non faussée au sein

1 du marché intérieur, autour d'une BCE indépendante de tout contrôle
2 démocratique. Même si certaines brèches se sont ouvertes, comme
3 la suspension des règles budgétaires, la rupture entre les peuples et
4 une construction capitaliste incapable de répondre aux besoins de
5 progrès sociaux et de transition écologique s'est renforcée. L'ambition
6 d'une perspective fédéraliste mettant en cause la souveraineté
7 des peuples persiste, elle mais se heurte à l'aiguïsement des concurren-
8 ces sur les questions énergétiques et militaires.

9 Des batailles majeures, dans lesquelles les idées communistes ont
10 un rôle indispensable à jouer, s'annoncent : sur le refus de l'assujettis-
11 sement à l'Otan et à l'impérialisme américain, l'établissement de
12 nouvelles relations avec les pays émergents, le non retour aux règles
13 austéritaires, la nature de la construction européenne, pour faire en-
14 fin des service publics, de la protection sociale, de la création d'em-
15 ploi, de la réindustrialisation et de l'écologie une priorité. C'est dire
16 l'enjeu des élections européennes de 2024.

17 *La course de vitesse avec les extrêmes droites*

18 La promesse de sortie de la crise peut prendre une direction auto-
19 ritaire, raciste et réactionnaire. Sur le lit des politiques néolibérales,
20 des défaites et des déceptions de la gauche, les extrêmes droites
21 menacent partout .

22 Sous des formes différentes, de l'Italie à la Suède, du Brésil à la Russie
23 et aux États-Unis, elles placent leurs thématiques racistes et xéno-
24 phobes au cœur du débat politique. Les droits des femmes et l'accès
25 à l'IVG sont ainsi de plus en plus menacés. En Europe, est remis en
26 cause l'héritage des Lumières, ces forces prospérant sur les crises
27 politiques et instrumentalisant la crise de l'accueil des migrant-es.
28 Elles se mettent en situation de recomposer les droites, se présentant
29 comme un recours pour le capital.

30 Les paniques identitaires sont aussi utilisées par les fondamenta-
31 lismes religieux, chrétien, appartenant à l'extrême droite évangé-
32 liste états-unienne ou brésilienne, se réclamant de l'hindouisme du
33 Premier ministre indien Modi, ou islamiste. Ce dernier revêt une di-
34 mension particulière par sa couverture géographique et la diversité
35 des moyens employés, du gradualisme au terrorisme. Ces courants
36 bénéficient d'appuis étatiques. Parfaitement compatibles avec la
37 théorie néoconservatrice du « choc des civilisations », ils attaquent
38 violemment les droits des femmes, les conquêtes démocratiques et
39 sociales, le mouvement ouvrier et la gauche.

40 Aucune alliance, aucun rapprochement, même implicite ou tactique,
41 n'est possible avec les extrêmes droites. Elles doivent être combat-
42 tues partout. Il est possible de mettre un coup d'arrêt à leur progres-
43 sion, grâce aux mouvements populaires et à l'action de la gauche,
44 comme l'ont montré les défaites de Trump et celle de Bolsonaro.

45 *Les conséquences des crises sur les peuples*

46 La pandémie a montré les effets désastreux des politiques capita-
47 listes sur la santé. Plus largement, la crise entraîne une augmentation
48 de la paupérisation. 120 millions de personnes supplémentaires ont
49 été rejetées dans l'extrême pauvreté en 2020. L'insécurité alimentaire
50 touche 318 millions de personnes de plus. Les inégalités mondiales
51 sont aujourd'hui proches du niveau qui était le leur au 19^e siècle. Elles
52 touchent en premier lieu les pays d'Amérique latine et ceux du Proche
53 et du Moyen-Orient, d'Afrique, mais aussi les pays européens.

54 Les migrations humaines ont pris plus d'ampleur ces dernières an-
55 nées. En 2019, l'Onu estimait à 272 millions le nombre d'êtres humains
56 en situation de mobilité, contre 77 millions en 1975. Les migrations
57 sont avant tout internes : 87 % des migrations africaines se font sur
58 le continent africain lui-même. C'est la conséquence des conflits armés,
59 de la crise économique et du dérèglement climatique. Les par-
60 cours migratoires sont souvent marqués par des drames d'une vio-
61 lence inouïe que les logiques de type forteresse ne font qu'aggraver.

1 Les communistes refusent que la Méditerranée, ou tout autre espace
2 de la planète, puisse être une zone de non droit et un cimetière à ciel
3 ouvert. Le monde de sécurité globale et de solutions internationales
4 que nous défendons, c'est-à-dire le respect des droits humains et
5 du droit international, un accueil digne des personnes contraintes à
6 l'exil et l'instauration de voies légales et sûres, s'impose pour éviter ces
7 drames humains.

8 **2. De nouvelles potentialités prometteuses**

9 De nouvelles potentialités apparaissent. Elles sont les ferments d'une
10 alternative possible.

11 *L'exigence de l'action internationale*

12 Les instances internationales multilatérales sont le levier pour avan-
13 cer vers un autre ordre du monde. Il faut agir pour les renforcer et
14 les réformer. Cela concerne l'Onu et ses agences (Organisation mon-
15 diale de la santé, Organisation des Nations unies pour l'alimentation
16 et l'agriculture, Organisation mondiale de l'énergie, Organisation in-
17 ternationale du travail), de même que de l'IPBES (Plateforme inter-
18 gouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques).
19 L'OMC doit être placée sous l'égide de l'ONU et transformée en orga-
20 nisation de maîtrise d'un commerce équilibré, mutuellement avanta-
21 geux, accompagnant des partages de technologies et d'investisse-
22 ments. Une réforme profonde du FMI doit être engagée, placé lui aussi
23 sous l'égide de l'ONU. Ce sont des appuis décisifs pour enclencher des
24 processus internationaux pour la sécurité humaine et collective, pour
25 la lutte contre le réchauffement climatique et pour le respect du droit
26 international.

27 Relever les défis globaux de l'humanité exige une coopération inter-
28 nationale et une action résolue durable, permettant la création de
29 rapports de force fondés sur les mobilisations populaires et l'action
30 politique des États et des peuples souverains.

31 C'est vrai pour la crise climatique et sanitaire, dont la résolution im-
32 plique une transformation globale des modes de production et de
33 consommation. Il y a besoin d'une planification mondiale d'investisse-
34 ments, de partage des brevets, des technologies et des résultats de
35 la recherche, une élévation des connaissances et des qualifications
36 de toutes et tous.

37 *Le rôle moteur et les défis des mouvements sociaux 38 et populaires multiformes*

39 Dans le sillage des soulèvements populaires pour la démocratie des
40 printemps arabes, les peuples, notamment la jeunesse et les femmes,
41 se mobilisent. C'est le cas des mouvements contre les régimes au-
42 toritaires et corrompus, au Liban, au Soudan, en Algérie. Du mouve-
43 ment « Femme, Vie, Liberté » contre la dictature islamiste en Iran, qui
44 a un écho mondial et s'annonce durable, pouvant bousculer les équi-
45 libres du Moyen-Orient. Ou encore de la lutte exemplaire des femmes
46 afghanes contre l'obscurantisme des Talibans. Toutes ces mobilisa-
47 tions soulignent le caractère universel de la défense des droits hu-
48 mains.

49 Les grandes luttes contre le dérèglement climatique et les déforesta-
50 tions, comme au Brésil, témoignent des exigences grandissantes de
51 refonte des productions et d'une nouvelle culture de la consumma-
52 tion.

53 Multiformes et décentralisés, ces mouvements instaurent un rap-
54 port de force. Ils sont cependant confrontés à deux questions straté-
55 giques. La première porte sur la manière dont les mobilisations écolo-
56 gistes, féministes ou anti-racistes contribuent à renforcer le combat
57 de classe et à unir le monde du travail afin d'arracher des victoires
58 sur le capital. La deuxième est celle des moyens politiques pour une
59 perspective rassemblant majoritairement les peuples. La troisième
60 est de faire le lien avec les exigences et propositions sur l'utilisation de
61 l'argent de sur les entreprises.

1 Les mouvements sociaux contre les effets des politiques néolibérales
2 sont confrontés à cette question. En Amérique Latine, ils ont trouvé
3 des débouchés politiques. En Europe, la question est également sou-
4 levée. L'importance centrale de la question sociale et de celle du tra-
5 vail y apparaît clairement. Le rôle du mouvement syndical s'y trouve
6 d'ailleurs déterminant : au Royaume-Uni ou l'Italie, c'est lui qui main-
7 tient la gauche debout.

8 La multiplicité des mobilisations sociales ne bouscule toutefois pas
9 le sentiment d'impuissance des peuples face à la guerre. Les mou-
10 vements de paix restent trop faibles pour peser sur les rapports de
11 force. Les reconstruire exige de faire grandir la conviction que la paix
12 est possible. Dans un esprit de large rassemblement, le PCF prendra
13 toutes les initiatives pouvant contribuer à la lutte pour arrêter les
14 guerres, pour stopper l'augmentation des dépenses d'armement,
15 pour construire une « sécurité humaine » et globale, dans l'esprit de
16 l'appel des Nations unies.

17 *La gauche à la croisée des chemins*

18 Partout, la gauche est confrontée au besoin de construire des ma-
19 jorités sociales et politiques, fondées sur sa capacité à répondre aux
20 aspirations populaires, à faire émerger une alternative au capita-
21 lisme, à combattre les tentatives de division du salariat et des caté-
22 gories populaires. Des confrontations majeures face aux politiques
23 des grandes bourgeoisies et à l'offensive de l'extrême droite sont
24 devant nous. Les communistes ont un rôle décisif à jouer dans ces
25 combats.

26 En Amérique du Sud, la gauche a constitué des fronts larges. Les par-
27 tis communistes y jouent un rôle essentiel. Les gouvernements de
28 gauche au Chili, en Colombie, au Pérou, en Bolivie, au Brésil sont des
29 points d'appui pour le changement des rapports de force dans cette
30 partie du monde. La défense des conquêtes sociales de la révolu-
31 tion cubaine, obtenues par le Parti communiste cubain, et la levée du
32 blocus criminel imposé par les États-Unis sont centrales ; ainsi que
33 la fin des ingérences et des sanctions américaines au Venezuela qui
34 aggravent la crise économique dont souffre le peuple vénézuélien.

35 En Europe, le PCF salue l'action des communistes espagnols dans
36 le gouvernement de coalition de Pedro Sánchez, les perspectives
37 historiques qui s'ouvrent au Sinn Féin en Irlande et les progrès réa-
38 lisés par le PTB en Belgique. Pour autant, la gauche est confrontée
39 à une crise historique dans des pays majeurs de l'UE, comme l'Ita-
40 lie et l'Allemagne, et elle a presque été éradiquée d'Europe de l'Est.
41 Alors que le sociallibéralisme a perdu sa force propulsive, même s'il
42 continue de peser dans un certain nombre de pays, que le « popu-
43 lisme de gauche » s'est avéré, en plus d'être inefficace à conquérir le
44 pouvoir, impropre à combattre l'extrême droite, et que des secteurs
45 concentrent leur action en direction de certains électorsats en se dé-
46 tournant des forces vives du salariat et des catégories populaires,
47 d'importants débats stratégiques doivent être approfondis. Ils sont
48 la condition de l'unité nécessaire. Se pose ainsi partout la question
49 clé des constructions politiques transformatrices à visée majoritaire,
50 fondées sur le monde du travail et les catégories populaires.

51 **3. Les principes et les cadres de la politique** 52 **internationale et européenne du PCF**

53 Le PCF déploie sa politique internationale selon les axes suivants :

- 54 ♦ La solidarité avec les forces progressistes et communistes et avec
55 les mouvements sociaux en prise avec la répression. Le PCF fait
56 de la défense des droits humains, de la solidarité avec les luttes
57 sociales, démocratiques, féministes, écologiques, citoyennes, et
58 des forces qui les portent, une constante de sa politique interna-
59 tionale. Il est au côté des forces progressistes et communistes et
60 des forces syndicales interdites ou réprimées.
- 61 ♦ la défense du droit des peuples et des nations à l'autodétermi-
62 nation et à la souveraineté, contre les forces d'occupation et les

1 agressions impérialistes. Les résolutions de l'Onu en la ma-
2 tière sont les fondements du droit international et doivent
3 être appliquées. Le PCF réaffirme ainsi son engagement tout
4 particulièrement aux côtés :

- 5 → du peuple palestinien pour une paix juste et durable, pour
6 la reconnaissance d'un État indépendant et viable de Pa-
7 lestine, aux côtés d'Israël, sur la base des frontières de 1967
8 avec Jérusalem-Est pour capitale, ce qui implique le dé-
9 mantèlement des colonies israéliennes, le retour des réf-
10ugiés et la fin du régime d'apartheid colonial imposé aux
11 territoires occupés par Israël ;
- 12 → du peuple sahraoui, et du Front polsario, pour l'application
13 des résolutions de l'Onu et la tenue d'un référendum d'au-
14todétermination ;
- 15 → du peuple kurde dans sa lutte contre l'intervention turque,
16 contre les reliquats de Daesh et les grands féodaux ;
- 17 → du peuple chypriote et d'Akel, pour la reprise des négocia-
18tions gelées depuis 2017 sur l'application des résolutions de
19l'Onu, en vue de la réunification de Chypre sur la base d'un
20État fédéral ;
- 21 → du peuple irlandais, et du Sinn Féin, pour une République
22irlandaise unifiée ;
- 23 → du peuple arménien et de la République d'Artsakh.

24 ✦ Une France qui agisse en toute souveraineté en faveur de
25 la sécurité humaine globale et de la sécurité collective, pour
26 un autre ordre du monde, multilatéral, de paix et de coopéra-
27tion des peuples. Cela implique :

- 28 → de souligner le rôle décisif des instances internationales
29 multilatérales pour résoudre les défis et les crises globales.
30 La France doit agir pour de nouvelles coopérations interna-
31tionales, à partir de l'Onu et de ses agences ; pour étendre
32 et transformer l'usage des droits de tirage spéciaux (DTS)
33 du FMI comme base d'une monnaie commune mondiale.
34 Grâce au siège dont elle dispose au Conseil de sécurité,
35 qu'elle entend conserver, elle doit s'engager pour la dém-
36ocratisation des Nations unies ;
- 37 → de s'investir résolument dans les négociations climatiques,
38 pour faire appliquer les recommandations du Giec ;
- 39 → de s'engager pour la sécurité collective. La France doit pro-
40poser la tenue d'une conférence pan-européenne de sé-
41curité collective pour arriver à une paix réelle en Ukraine,
42 fondée sur le respect de la souveraineté du peuple ukrai-
43nien et de la sécurité pour tous les peuples. Elle doit sortir
44 de l'Otan. Elle doit prendre l'initiative d'un nouveau système
45 de sécurité collective européen et mondial qui permettra
46 la dissolution de l'Otan. Dans ce cadre, devront se tenir des
47 négociations pour le désarmement multilatéral, global et
48 négocié, en particulier dans le domaine nucléaire ;
- 49 → la sécurité humaine globale, selon les principes du Pro-
50gramme des Nations unies pour le développement (PNUD),
51 impliquent de résoudre à l'échelle internationale les ques-
52tions alimentaires, le droit à l'éducation, les crises sani-
53taires, la crise écologique, la lutte contre la pauvreté, qui
54 sont autant de facteurs de conflit.

55 ✦ Une France qui prenne des initiatives pour initier une autre
56 construction européenne, une union de peuples et de nations
57 libres, souveraines et associées :

- 58 → une Europe qui rompe avec la logique libérale des traités
59 européens actuels et avec les règles budgétaires austéri-
60taires, et qui porte un pacte social et démocratique entre
61 les peuples et les nations permettant, dans le cadre d'une
62 Europe à géométrie choisie, d'initier un large débat dém-
63ocratique portant sur les coopérations nécessaires pour
64 relever les défis de civilisation climatiques, économiques,
65

1 démocratiques. Les citoyennes et les citoyens doivent être
2 placés au cœur de cette autre construction européenne ;
3 → une Europe qui réoriente la création et l'utilisation de l'argent
4 pour l'emploi de qualité, la formation, les services publics et
5 la transition écologique, contrôlée démocratiquement. Cela
6 implique de créer un fonds européen de développement
7 écologique et social financé par la création monétaire de
8 la BCE et de lutter contre l'évasion fiscale en instaurant une
9 imposition à la source des bénéficiaires des multinationales. Il
10 est ainsi possible de suivre les recommandations du Giec de
11 consacrer à la transition écologique 6 % du PIB annuel, c'est-
12 à-dire 900 milliards par an à l'échelle européenne ;
13 → une Europe qui soit fondée sur l'alignement par le haut des
14 droits sociaux et démocratiques, par exemple en matière de
15 salaire minimum et d'égalité femmes-hommes ;
16 → une Europe qui se désengage de la tutelle guerrière de l'Otan
17 et des États-Unis, qui ouvre des discussions sur un traité
18 pan-européen de paix, de coopération et de sécurité collec-
19 tive et qui use de son influence pour faire émerger de nou-
20 velles règles dans les relations internationales plus justes, dé-
21 mocratiques et pacifiques ;
22 → une Europe portant une autre politique agricole commune
23 de la mer et des pêches, protectrice de l'environnement, per-
24 mettant une alimentation saine et promouvant une rémuné-
25 ration juste des producteurs ;
26 → Une Europe de la santé, dotée d'un pôle public du médica-
27 ment ;
28 → une Europe accueillante pour les migrant·es et les réfugié·es,
29 rompant avec les règlements de Dublin et le pacte sur les mi-
30 grations, l'asile et respectant le droit international ;
31 → une Europe de coopérations industrielles au niveau européen
32 obéissant aux nécessités sociales et écologiques ;
33 → une Europe bâtissant une société de l'information et de la
34 connaissance, répondant aux besoins de développement
35 humain du continent et qui soit une alternative civilisation-
36 nelle à la vision du monde portée par les Gafam.

37 Le PCF s'engage dans cette bataille avec ses partenaires européens,
38 en s'appuyant sur les mobilisations et les revendications sociales,
39 populaires et citoyennes.

40 Le PCF s'engage dans l'ensemble des cadres de coopération entre
41 forces communistes et progressistes qui permettent d'avancer sur
42 ces objectifs : le Parti de la gauche européenne ; le Forum européen
43 des forces de gauche, vertes et progressistes ; les relations avec les
44 partis communistes au niveau européen et international, des liens
45 de solidarité historique forts avec des partis comme le PARTI COM-
46 MUNISTE VIETNAMIEN, mais aussi dans le cadre de la conférence inter-
47 nationale des partis communistes et ouvriers ; lors de la dernière qui
48 s'est tenue à Cuba en octobre 2022, une déclaration commune a été
49 signée. Il affirme sa solidarité avec les regroupements de solidarité
50 et d'actions communes régionaux, tels que le Forum de São Paulo.

51 **III- La France face à une crise** 52 **de régime**

53 La France vit un moment d'une gravité exceptionnelle.

54 Le pays subit le choc d'une inflation sans précédent depuis 30 ans. Il
55 affronte la menace de la récession alors même que le CAC 40 enre-
56 gistre des records. L'été 2022 a vu se succéder des événements cli-
57 matiques extrêmes : épisodes de canicule records, sécheresse des
58 sols, régions dévastées par des incendies et des orages meurtriers...

59 Des millions de nos concitoyen·nes affrontent la dégradation du
60 pouvoir d'achat, le développement de la pauvreté, les conséquences
61 de décennies d'austérité. Le chômage touche près de 6 millions de

1 Françaises et la précarité se renforce, comme en témoigne l'aug-
2 mentation du recours à l'aide alimentaire.

3 Les inégalités femmes-hommes, les violences faites aux femmes et
4 la réalité de l'oppression patriarcale sont dorénavant au cœur des
5 débats publics. Les associations, qui assurent trop souvent des mis-
6 sions qui devraient être celles de services publics, eux-mêmes affai-
7 blis par les politiques gouvernementales, alertent sur le désengage-
8 ment de l'État.

9 Une partie de la jeunesse est abandonnée, appauvrie, victime de la
10 sélection sociale, privée d'emploi, précarisée.

11 Dans le même temps, la montée des incivilités et des violences, les
12 atteintes à l'intégrité des personnes comme des agents publics, le
13 développement des discriminations et du racisme minent notre so-
14 ciété.

15 La pandémie de Covid-19 a révélé les contradictions du système ca-
16 pitaliste dans notre pays.

17 La France, septième puissance économique du monde, s'est trouvée
18 démunie par manque criant d'effectifs, de masques, de tests, de lits
19 d'hôpitaux, de respirateurs. Les personnels de santé revendiquaient
20 pourtant des moyens. Et les salarié-es concerné-es refusaient les fer-
21 metures des entreprises produisant l'oxygène, les médicaments, les
22 masques, les tests. Dans ce contexte, Emmanuel Macron n'a obtenu
23 qu'une victoire par défaut à la présidentielle, suivie du désaveu de
24 son parti aux élections législatives. Cette double séquence électorale
25 aura ainsi révélé les deux crises qui s'enchevêtrent, rendant la situa-
26 tion française totalement instable : celle du capitalisme financiarisé
27 et mondialisé et celle des institutions politiques du capitalisme fran-
28 çais.

29 Au cœur de cette crise, l'extrême droite tend à briser son « plafond de
30 verre », quand la gauche en rencontre désormais un dans sa capa-
31 cité à mobiliser une large partie des catégories populaires. Combiné
32 aux difficultés que rencontre le mouvement social, c'est une grave
33 menace pour la République. La gauche se retrouve devant des choix
34 décisifs.

35 **1. La nouvelle étape d'une crise systémique**

36 La France vit une nouvelle étape de la crise systémique du capita-
37 lisme monopoliste d'État (CME). Celle-ci peut apparaître comme une
38 crise de la répartition : pas assez de salaires, pas assez de revenus,
39 de dépenses pour les services publics, pour la formation et, bien sûr,
40 pour l'emploi. Mais la cause profonde en est une gigantesque surac-
41 cumulation de capital. La masse croissante du capital matériel et fi-
42 nancier sur-accumulé réclame un taux de profit toujours plus élevé.
43 D'où l'acharnement à prélever une part accrue des richesses pro-
44 duites par le travail humain et à brider les dépenses humaines, ce qui
45 renforce les difficultés.

46 Le regain de l'inflation est l'expression de ces difficultés. La remontée
47 des taux d'intérêt, décidée par la BCE dans le sillage de la banque cen-
48 trale des États-Unis, est une décision politique. Or, elle a des consé-
49 quences très dures pour les peuples en France et dans le monde :
50 accélération de l'arrivée de la récession, chômage, baisse du pouvoir
51 d'achat, régression des services publics, tensions entre pays.

52 Certains prétendent offrir dans un « État fort » refuge et solution à
53 cette crise. Mais un État fort pour qui ? Comment ? En réalité, cette
54 crise ouverte depuis le début des années 1970 et qui persiste à tra-
55 vers les reprises suivies de rechutes est aussi une crise de l'interven-
56 tion économique de l'État. Elle est même devenue crise des réponses
57 étatiques que les dominants ont prétendu apporter à la crise du CME.

58 Il n'y a pas eu recul quantitatif de l'intervention économique de l'État,
59 mais crise de celle-ci et transformation de sa nature, tout particu-
60 lièrement dans notre pays. Cette intervention est, à présent, de plus
61 en plus orientée directement pour appuyer le capital, les profits et

1 la baisse du coût du travail avec, en complément, un certain sou-
2 tien à la demande et aux plus pauvres. Elle prend différentes formes :
3 subventions, exonérations de cotisations sociales ou d'impôts, prises
4 de participations en capital, utilisation intensive de la création mo-
5 nétaire au bénéfice des marchés financiers, mises en concurrence
6 tous azimuts. Elle s'est repositionnée pour des compromis avec les
7 multinationales qui, elles, dépassent les frontières nationales. Sur-
8 gissent à présent de nouveaux enjeux de souveraineté et de morcel-
9 lement des chaînes d'activité.

10 Imposer une autre intervention de l'État, et des pouvoirs démocra-
11 tiques nouveaux, pour une autre utilisation de l'argent des entreprises
12 et des banques, est un enjeu de classe qui mûrit dans la crise. Il de-
13 vient vital pour toute la société, minée de pénuries d'emploi, de qua-
14 lification et d'offre inefficace, minée par les spéculations de toutes
15 sortes, par les délocalisations et par le coût du capital. Pour leur part,
16 les banques centrales doivent pénaliser, par des taux d'intérêt dis-
17 suasifs, les crédits finançant les opérations financières et les délo-
18 calisations, elles doivent réduire fortement leurs taux pour les crédits
19 répondant à des exigences d'emploi, de formation, d'industrialisation
20 écologique et sociale.

21 **2. Une nation affaiblie et fracturée par le néolibéralisme**

22 La crise française est d'abord la résultante de l'offensive de la classe
23 dirigeante et des gouvernements à son service.

24 Dans un pays où l'austérité imposée par les traités européens s'est
25 traduite par une pression constante à la baisse des dépenses pu-
26 bliques et des salaires, mais où les dividendes n'ont cessé de ruis-
27 seler sur les grands actionnaires, tandis que la fiscalité s'adaptait aux
28 exigences des grandes fortunes et de la finance, les inégalités se sont
29 creusées d'année en année. Sous l'impact du remodelage de l'ordre
30 productif pour l'adapter aux besoins du nouvel âge du capitalisme,
31 le salariat s'est retrouvé en état d'extrême fractionnement, percuté
32 par l'éclatement de ses statuts, traversé par la coupure entre sec-
33 teurs privé et public, divisé par des conditions d'existence souvent
34 très différentes.

35 À ces nouvelles réalités, le système capitaliste n'a d'autres réponses
36 que l'isolement et l'appauvrissement des individus. Là où de nou-
37 velles solidarités seraient indispensables, il n'offre aucune perspec-
38 tive à des phénomènes aussi cruciaux que le déchirement du lien
39 social, le vieillissement de la population, ou encore l'accroissement
40 du nombre de familles mono-parentales en butte à de grandes dif-
41 ficultés.

42 La restructuration territoriale que la contre-révolution néolibérale a
43 imposée au pays, afin de répondre aux besoins renouvelés du capi-
44 tal, et que la nouvelle architecture institutionnelle a consacrée avec
45 les lois Maptam et Notre, a conduit à l'accélération du phénomène de
46 métropolisation. Celui-ci capte capitaux, financements et pouvoirs. Il
47 s'accompagne de l'appauvrissement d'une partie des populations
48 qui y vivent et provoque le déclassement du rural, du péri-rural, des
49 petites et moyennes villes.

50 C'est dans ces territoires que se font particulièrement sentir les effets
51 du démantèlement des services publics, comme de l'adaptation de
52 l'État aux besoins du capital, au détriment de ses missions d'intérêt
53 général. Le manque d'investissements et de personnels rejaillit sur
54 l'hôpital ou l'Education nationale. Il entraîne les démissions de plus en
55 plus fréquentes d'agent-es des services publics autant que les diffi-
56 cultés de recrutement. Cette défaillance se combine avec la désin-
57 dustrialisation du pays et s'ajoute aux difficultés de se loger ou de se
58 déplacer et aux hausses de prix. Cela alimente une colère sourde,
59 mais entraîne également du découragement et de la défiance en-
60 vers l'action publique. Les campagnes incitant au repli individualiste
61 et exaltant la compétition entre les être humains ont pu, pour cette
62 raison, marquer d'indéniables points.

1 Les quartiers populaires urbains, pour ce qui les concerne, concentrent
2 à la fois des populations confrontées à la grande pauvreté qui se
3 battent pour leur dignité et une jeunesse qui représente un formi-
4 dable potentiel pour la nation mais se heurte aux murs d'un système
5 injuste et d'une République ne respectant pas ses promesses d'éga-
6 lité.

7 Cette véritable crise de l'aménagement du territoire, se conjugue à
8 la crise sociale que vit la France et débouche sur une crise majeure
9 de la démocratie. Le mouvement des « Gilets jaunes » aura mis en
10 accusation ces diverses dimensions. La République s'en voit affaiblie
11 par la désagrégation continue du sentiment d'appartenance à une
12 communauté citoyenne réunie autour de sa devise « Liberté – Égali-
13 té – Fraternité ».

14 **3. L'ébranlement des institutions du capitalisme français**

15 Le niveau d'abstention aux scrutins de 2022 a confirmé la désagré-
16 gation générale de tous les mécanismes de représentation. Plus d'un
17 quart des inscrit-es n'a pas participé à l'élection présidentielle et,
18 aux élections législatives, l'abstention s'est révélée majoritaire dans
19 toutes les tranches d'âge jusqu'aux 50-59 ans.

20 De surcroît, en s'enracinant de consultation en consultation, et en se
21 prolongeant d'attitudes similaires dans la plupart des rendez-vous
22 de la vie sociale, à commencer par les élections professionnelles,
23 ce comportement traduit une défiance massive envers les pouvoirs
24 établis, les élu-es et les partis, le Parlement, toutes les institutions de la
25 démocratie politique et sociale.

26 L'absence de majorité parlementaire pour le président de la Répu-
27 blique est une situation inédite depuis l'instauration du quinquennat.
28 Jamais depuis 1958 un président n'avait été autant éloigné de la
29 majorité absolue au Palais-Bourbon et de la majorité des suffrages
30 exprimés. Reconduit à la seule faveur d'un vote motivé par la vo-
31 lonté d'une majorité de Français-es de faire barrage au Rassemble-
32 ment national, il ne dispose pas de la légitimité qui lui permettrait
33 de conduire sa politique sans secousses majeures, cette dernière ne
34 disposant d'aucun assentiment populaire. L'autorité présidentielle,
35 clé de voûte des institutions de la Ve République est ainsi remise en
36 cause : le pays est entré dans une crise de régime majeure.

37 Ici se mesure l'épuisement de la tentative d'Emmanuel Macron d'of-
38 frir, à partir de 2017, une nouvelle cohérence à la bourgeoisie fran-
39 çaise, en pliant la France aux normes de la globalisation capitaliste et
40 en parvenant à détruire les conquêtes subsistant du programme du
41 Conseil national de la Résistance. Il s'est efforcé d'asseoir son projet
42 sur le mythe moderniste de la « start-up nation », justifiant l'accéléra-
43 tion des réformes néolibérales, et en particulier la casse du droit du
44 travail et des services publics, par le « ruissellement » que cette po-
45 litique était censée apporter à la majorité de la population. Il a tenté
46 d'élargir sa base sociale en proclamant une « grande ambition éco-
47 logique » qui s'est vite révélée une justification des appels à consentir
48 de nouveaux sacrifices. De même, il s'est employé à récupérer une
49 série d'aspirations à l'égalité des droits montant de la société. Tout
50 cela s'est effondré dès le début son premier quinquennat.

51 Après la loi visant le code du travail et les premières mobilisations qui
52 y avaient répondu, le mouvement des « Gilets jaunes » a commen-
53 cé de déstabiliser le pouvoir. Ce mouvement, dans les conditions de
54 spontanéité où il était né, sans lien avec le mouvement ouvrier orga-
55 nisé, ne pouvait acquérir une claire perception des enjeux de classe
56 de la bataille qu'il livrait. Il était en outre traversé d'influences poli-
57 tiques diverses, allant jusqu'à des courants d'extrême droite. Il n'en
58 a pas moins contribué à remettre à l'ordre du jour la question du
59 pouvoir d'achat, le besoin de dignité et de justice qui s'exprime dans
60 notre société, donc l'aspiration à une vie meilleure.

61 La mobilisation face à la première tentative de contre-réforme des

1 retraites a ensuite manifesté l'isolement social du macronisme et
2 l'existence au sein de notre peuple, malgré la crise, de ressorts de
3 lutte importants. Le mouvement syndical y avait exprimé une force
4 qui comptera pour l'avenir.

5 Avec la pandémie qui a suivi et les confinements, se sont révélées
6 les conséquences des préceptes néolibéraux sur les services publics,
7 l'injustice profonde des politiques subies par un monde du travail en
8 première ligne pour tenir le pays debout, l'affaiblissement de la sou-
9 veraineté de la France en matière sanitaire, alimentaire, et indus-
10 trielle. L'obligation dans laquelle se sont trouvés le président et son
11 gouvernement de mettre en œuvre le « quoi qu'il en coûte » a fini de
12 mettre à mal la cohérence de son projet initial.

13 Ses tentatives ultérieures de retrouver une autorité sur le théâtre in-
14 ternational, par un positionnement « d'équilibre » face à la guerre en
15 Ukraine, ou encore à travers ses tentatives de relancer un projet féd-
16 éraliste pour restabiliser une construction capitaliste de l'Europe en
17 pleine tourmente auront, à leur tour, fait long feu.

18 Emmanuel Macron avait inauguré son premier mandat en cher-
19 chant à dynamiter la structuration traditionnelle de la vie politique,
20 en se proclamant « et de droite et de gauche ». Voulant, dans les
21 conditions où il se trouve placé depuis le printemps 2022, étendre
22 son assise politique et trouver une majorité à l'Assemblée nationale,
23 il a abandonné cette posture, se tournant résolument vers la droite
24 en reprenant nombre des thèmes défendus par cette dernière. Le
25 parti Les Républicains s'est, ce faisant, trouvé pris en tenailles entre
26 les manœuvres du parti présidentiel et le Rassemblement national. Il
27 tente d'y échapper en s'engageant dans une surenchère sécuritaire
28 aux relents souvent xénophobes avec le Rassemblement national. Il
29 en résulte une droitisation extrêmement dangereuse du débat poli-
30 tique et idéologique.

31 La pratique politique du pouvoir se fait ainsi de plus en plus autori-
32 taire. Il use à outrance des dispositions arbitraires que la Constitu-
33 tion lui confère, d'article 49-3 en procédures d'urgence. Il s'appuie sur
34 les pouvoirs dévolus à une technocratie fanatisée par la religion de
35 l'argent et qui se soustrait au contrôle démocratique. Il amplifie son
36 offensive contre les droits syndicaux et renforce les lois sécuritaires
37 et liberticides afin de rendre plus difficile la mobilisation sociale. Il
38 n'hésite plus à multiplier annonces et textes législatifs visant les mi-
39 grant-es, au risque d'encourager des comportements racistes dans
40 l'opinion et de conforter les thèmes identitaires dans la vie publique.

41 **4. D'un « plafond de verre » à l'autre :** 42 **la République en danger**

43 Le Rassemblement national est le grand bénéficiaire du climat
44 nauséabond qui s'installe. Avec l'élection de ses 89 député-es, il a
45 commencé à briser le « plafond de verre » auquel il était confronté
46 jusqu'alors.

47 Pour la première fois depuis son irruption sur la scène nationale, au
48 milieu du premier septennat de François Mitterrand, le parti d'ex-
49 trême droite a su capitaliser des années d'efforts pour s'implanter
50 dans les territoires. Sa progression de 20 % en moyenne d'un tour à
51 l'autre des législatives, ses victoires dans près de la moitié des duels
52 ou triangulaires disputés par lui, l'élargissement de son implantation
53 géographique en sont le résultat.

54 Le parti lepéniste a su travailler, et surtout détourner au profit de son
55 projet d'une société d'apartheid ethnique, toutes les angoisses fran-
56 çaises, les souffrances engendrées par la précarité grandissante du
57 travail, l'impression d'abandon de populations travailleuses vivant
58 loin des métropoles, leur colère face à la désindustrialisation comme
59 au retrait de la République et des services publics des territoires pé-
60 ri-urbains, le ressentiment diffus devant les pertes de souveraineté
61 de la nation et du peuple sous les coups de boutoir de la globalisa-
62 tion marchande et financière.

1 Dans sa position de force actuelle, le RN se porte clairement candi-
2 dat au pouvoir, escomptant que des secteurs importants du capi-
3 tal se tourneront vers lui pour trouver une issue autoritaire à la crise,
4 selon un scénario qui s'est déjà réalisé dans d'autres pays d'Europe,
5 comme l'Italie. C'est dans ce contexte que les idées racistes et xé-
6 nophobes tendent à se répandre dans la société, avec un impact
7 d'autant plus fort que le parti de Le Pen s'est vu concurrencé à l'élec-
8 tion présidentielle par celui de Zemmour. Ce dernier a ouvertement
9 porté un programme directement inspiré de l'idéologie des Ligues de
10 l'entre-deux guerres et du régime de Vichy. Autour de lui des forces
11 militantes importantes se sont regroupées, ne dissimulant pas leur
12 désir d'action violente.

13 À l'inverse de cette nouvelle percée de l'extrême droite, c'est désor-
14 mais la gauche qui se heurte à un « plafond de verre ». Le doublement
15 de sa représentation au sein de l'Assemblée nationale ne peut pas
16 masquer que celle-ci reste une des plus faibles de la V^e République,
17 très loin de la majorité espérée, et surtout sans dynamique car ne
18 progressant pas en suffrages exprimés par rapport au scrutin de
19 2017.

20 Plus fondamentalement, si la coalition électorale réalisée autour de
21 la Nouvelle Union populaire, écologique et sociale réalise ses meil-
22 leurs performances dans les centres-villes et leurs périphéries popu-
23 laires immédiates, ce dont nous nous félicitons, elle ne parvient
24 pas à mobiliser ou à remobiliser les plus lointaines périphéries ur-
25 baines ou encore les zones rurales, où se concentrent pourtant une
26 part importante du monde du travail, des catégories populaires et
27 moyennes.

28 **5. D'importantes forces disponibles à la contre-offensive**

29 Des mobilisations sociales, certes d'ampleur inégale, se sont pour-
30 tant multipliées dans la dernière période à l'initiative des salarié-es
31 et de leurs organisations syndicales. Des luttes d'entreprises ou de
32 secteurs ont vu le jour et ont souvent arraché des succès, en parti-
33 culier sur les salaires. La jeunesse a manifesté massivement son as-
34 piration à la justice climatique, mais aussi sa volonté de voir changer
35 ses conditions d'existence et d'études. Autour du mouvement contre
36 les violences sexuelles et sexistes, le féminisme s'est réaffirmé dans
37 la situation française. Des mouvements citoyens ont vu le jour contre
38 le racisme, l'antisémitisme, les discriminations ou les violences com-
39 mises par des policiers.

40 Tous ces combats se sont heurtés à l'inexistence d'un débouché po-
41 litique crédible, à même de politiser leurs enjeux et d'ouvrir la voie
42 à une alternative de gauche. Les exigences qu'ils ont mis en avant
43 à partir de leurs revendications concrètes pour les salaires, l'emploi,
44 les services publics, les droits des privés d'emploi, la défense de l'en-
45 vironnement, ou les libertés fondamentales n'en représentent pas
46 moins un atout essentiel pour rouvrir un chemin à une perspective
47 transformatrice. Ils ont en effet affiché le besoin de solidarité face
48 aux fragmentations du pays, la nécessité de combattre pied à pied
49 les injustices au nom du principe d'égalité sociale et citoyenne, l'aspi-
50 ration à reconquérir des conditions d'existence dignes pour chacune
51 et chacun, le refus de voir les individus renvoyés à des identités qui
52 les enferment et les mutilent, l'appétit de démocratie pour recouvrer
53 les moyens de peser sur la définition de l'avenir.

54 Pour les communistes, construire une majorité politique de transfor-
55 mation sociale implique de se hisser à la hauteur des attentes expri-
56 mées, des enjeux partagés largement par le salariat et les catégories
57 populaires, tels une meilleure rémunération du travail et la revalori-
58 sation de son sens, ou les revendications qui portent sur le coût dé-
59 couplé de l'énergie.

60 Reconquérir ces acteurs et actrices des mobilisations, cette partie du
61 monde du travail et des catégories populaires sans lesquels aucune

1 victoire politique n'est envisageable : tel est le chemin à emprunter.
2 Les événements de la dernière période ont totalement bouleversé
3 les équilibres politiques de notre pays. Ils annoncent une instabilité
4 inédite depuis longtemps.
5 La France et la gauche sont à l'heure des choix.

6 **IV. L'actualité brûlante du projet** 7 **communiste**

8 Nous vivons bien une crise de civilisation. L'état de choses existant ré-
9 siste mais, de toutes parts, se cherchent d'autres solutions que celles
10 que le capital veut imposer. Il y a une alternative !

11 Avec le besoin d'une révolution écologique, l'humanité est confron-
12 tée en pratique avec sa responsabilité à l'échelle mondiale : rendre
13 vivable sa relation avec la niche écologique qu'elle occupe, et qui
14 s'étend aujourd'hui à l'espace, au fond des océans, à la maîtrise des
15 processus biologiques sur lesquels repose la vie des êtres humains.
16 Avec les débuts de la révolution technologique informationnelle et
17 ses exigences de partage des informations et des pouvoirs, la pers-
18 pective d'aller « au-delà » du marché capitaliste prend un caractère
19 concret. Tandis que les crises attisent conflits, défiances, nationa-
20 lismes, xénophobies, racisme, la contestation au grand jour de toutes
21 les discriminations témoigne de ce que le développement des ca-
22 pacités de chacune et chacun, l'émancipation de la personne dans
23 toutes ses dimensions, devient nécessaire pour le bien commun de
24 toute l'humanité. L'ampleur mondiale du mouvement féministe nour-
25 rit tous les combats progressistes et rend manifeste leur portée uni-
26 verselle, pour chacune et pour chacun.

27 **1. Pour une civilisation nouvelle, fondée sur le développe-** 28 **ment des capacités humaines, en harmonie avec la Terre**

29 Le projet communiste se construit comme une réponse écologique,
30 sociale, féministe, antiraciste, internationaliste à ce besoin de révo-
31 lution, mettant fin à toute forme d'exploitation et de domination. Il ré-
32 pond à l'exigence d'une abolition effective et réussie du capitalisme
33 et du libéralisme, à l'issue de transformations successives condui-
34 sant à les dépasser par la construction et l'essor d'une nouvelle ci-
35 vilisation – une civilisation de toute l'humanité où « le libre dévelop-
36 pement de chacun devient la condition du libre développement de
37 tous » (Karl Marx).

38 Le communisme s'oppose radicalement au capitalisme et à la façon
39 dont il pervertit les rapports des êtres humains avec la nature, dans
40 l'activité par laquelle ils en tirent des produits utiles à leur existence.
41 De façon inséparable, il s'oppose à tout ce qui pervertit les rapports
42 des êtres humains entre eux et fait obstacle à l'émancipation de la
43 personne humaine, la soumet au marché, délègue les pouvoirs au
44 patron, au « chef de famille », aux chefs politiques, aux « présidents »,
45 aux « maîtres à penser »... Cela rencontre les formidables aspirations
46 à l'émancipation personnelle.

47 Le communisme est ainsi à la fois l'objectif et le chemin menant à
48 une société de partage des richesses, mais aussi des pouvoirs, des
49 savoirs et des rôles : une société sans classes, sans guerres, dépass-
50 sant les États nationaux ; une société où domination, exploitation,
51 discriminations et aliénations sont abolies.

52 Cette perspective fonde l'existence d'un Parti communiste agissant
53 au quotidien afin de construire une majorité populaire en faveur de
54 la transformation radicale de la société. En faveur d'une révolution
55 politique visant à abolir graduellement les délégations de pouvoir
56 qui, dans l'État et les sociétés capitalistes et libérales d'aujourd'hui,
57 privent l'immense majorité du pouvoir d'intervenir, de décider et de
58 contrôler l'exécution des décisions.

59 La démocratie est le but et le moyen de notre combat révolution-
60 naire.

1 Pleinement internationalistes et engagés dans des combats
2 convergents avec des partis communistes et d'autres forces qui
3 contestent un monde structuré par les logiques capitalistes sous
4 l'hégémonie en tous domaines du capital nord-américain, nous
5 ne saurions concevoir le processus révolutionnaire autrement que
6 comme le prolongement et le dépassement du combat pour la lib-
7 berté et l'égalité qui a forgé l'histoire de notre peuple, des Lumières
8 à la Révolution française, de la Commune de Paris aux conquêtes de
9 la Libération, des luttes ouvrières aux combats pour la paix et contre
10 le colonialisme. C'est dans cette perspective que nous travaillons à
11 prendre en compte, dans tous ses aspects contradictoires, l'expé-
12 rience historique qui a soulevé dans le monde un immense espoir en
13 1917. Lançant un défi à la domination universelle du capitalisme, elle
14 a servi de point d'appui à des conquêtes sociales dans le monde en-
15 tier, et l'URSS a apporté une contribution capitale à la victoire contre
16 le fascisme hitlérien. Cependant, dans le contexte de l'arriération ini-
17 tiale du pays où elle est née, le système étatiste qui s'y est développé
18 a été marqué par les crimes du stalinisme. Il s'est effondré face à
19 la pression des puissances capitalistes à l'issue d'une crise profonde
20 d'inefficacité économique, après avoir refusé de prendre en compte
21 les exigences de démocratie et de liberté qui montaient des sociétés.

22 Les différents axes de transformation révolutionnaire que comporte
23 le projet communiste doivent faire l'objet d'un vaste débat dans la
24 société avec les autres projets en présence dans la bataille politique
25 – ceux qui visent à préserver l'état de choses existant, comme ceux
26 qui visent à l'aménager ou à le transformer.

27 **2. Un processus révolutionnaire pour vaincre** 28 **la résistance du capital**

29 Le projet communiste ne se réduit pas seulement à une utopie, à la
30 définition d'une société idéale à l'horizon d'une transformation plus
31 ou moins lointaine. C'est un processus qui commence tout de suite,
32 dans un conflit permanent et multiforme avec le capital, pour arracher
33 des réponses immédiates aux aspirations populaires. Mais ce
34 « mouvement » n'est pas tout, et le but final compte car c'est d'une
35 tout autre société qu'il faut, sans attendre, concevoir et poser, une à
36 une, les briques.

37 Chaque fois que des éléments de partage progressistes des ri-
38 chesses, des pouvoirs, des savoirs, des rôles sont conquis, se tra-
39 duisent dans des avancées institutionnelles, comme au lendemain
40 de la Deuxième Guerre mondiale, c'est un progrès vers du com-
41 muniste. Cela ne fait pas pour autant de notre société une socié-
42 té communiste. Cela fait bien plutôt monter le besoin de révolution
43 dans tous les aspects de la vie humaine.

44 En effet, tous les mouvements émancipateurs se heurtent à un
45 même adversaire : le capital. Il s'oppose à ces avancées avec toute
46 la puissance que lui confèrent son pouvoir sur l'utilisation de l'argent
47 imprégnant tous les lieux de décision économiques, politiques et so-
48 ciaux, ses possibilités de recours à la violence étatique, ses moyens
49 matériels et idéologiques de discréditer et de décourager les mou-
50 vements qui contestent sa domination. Agir dans les luttes, dans la
51 bataille d'idées et dans les institutions pour rassembler ces mouve-
52 ments dans un combat de classe contre leur adversaire commun en
53 leur donnant la force, par la cohérence d'un projet révolutionnaire, de
54 l'emporter sur la puissance du capital : c'est là l'utilité du rôle original
55 que le Parti communiste veut jouer dans les conditions concrètes de
56 la France et du monde d'aujourd'hui.

57 C'est dans les mobilisations sociales, écologistes, féministes, antira-
58 cistes, internationalistes que progresse le plus le combat politique
59 pour déjouer le travail de division qu'opèrent le pouvoir, le patronat
60 et l'idéologie dominante, et pour rassembler, contre l'exploitation,
61 l'ensemble du salariat, des ouvrier-es aux cadres, ainsi que toutes
62 celles et toutes ceux qui n'acceptent plus d'être dominé-es, exclu-es,

1 en butte au racisme, niées dans leur culture, dans leur genre, dans
2 les relations avec leur aîné-es. C'est dans les luttes et dans la bataille
3 d'idées que cette large majorité de notre société peut s'affirmer
4 comme une majorité politique, capable d'imposer démocratique-
5 ment au Parlement, au gouvernement et jusque dans tous les lieux
6 de pouvoirs, des choix politiques ouvrant la voie à la construction
7 d'une nouvelle civilisation.

8 Les conditions de cette construction mûrissent en effet dans les
9 contradictions du capitalisme financiarisé et mondialisé en crise.
10 Mais tant que la logique de la rentabilité capitaliste et la confiscation
11 du pouvoir par une minorité dominent la société et toutes les rela-
12 tions entre les êtres humains, la crise ne peut que s'approfondir et
13 meurtrir davantage les exploité-es et les dominé-es. Pour qu'une autre
14 logique, sociale, écologique, féministe, antiraciste, internationaliste,
15 c'est-à-dire communiste, l'emporte, il faut une révolution politique et
16 une révolution économique, écologique, culturelle. C'est l'enjeu d'un
17 conflit, dont la durée, les avancées, les reculs et les conquêtes dé-
18 pendent des rapports de force politiques entre l'ordre ancien et le
19 mouvement qui vise à l'abolir jusqu'à le dépasser.

20 **3. Le chemin : une révolution dans l'économie, dans l'éco-** 21 **logie, dans toutes les relations entre les êtres humains**

22 On peut définir les grands traits de cette transformation révolu-
23 tionnaire, en tant qu'ils affectent l'économie et, de façon insépa-
24 rable, l'écologie et ce que l'on peut appeler l'anthroponomie, c'est-
25 à-dire toutes les dimensions dans lesquelles les êtres humains se
26 construisent par les relations entre générations, au travail, dans la
27 vie de la cité, dans la vie culturelle et psychique.

28 *Le projet communiste passe par une révolution des rapports*
29 *sociaux de production, de consommation et de répartition*

- 30 ✦ une appropriation sociale, du local au mondial, des moyens de
31 production, d'échange et de financement, de la gestion des en-
32 treprises, une transformation des buts poursuivis, des pouvoirs de
33 décision, et des critères de gestion au service d'une nouvelle ef-
34 ficacité sociale et écologique de l'économie, s'appuyant sur des
35 formes de propriété et de pouvoir nouvelles ;
- 36 ✦ le dépassement du salariat capitaliste par l'avancée d'une sécu-
37 rité d'emploi ou de formation, garantissant une continuité de re-
38 venu tout au long de la vie avec des activités développant toutes
39 les capacités des êtres humains, pour que chacune et chacun
40 s'émancipe d'un système où leurs capacités tendent à n'être
41 considérées que comme une force de travail traitée comme une
42 marchandise ;
- 43 ✦ un nouvel âge de la démocratie à tous les niveaux et dans tous
44 les domaines impliquant notamment des pouvoirs d'intervention
45 directe, décentralisés, de tous les acteurs sociaux, des citoyennes
46 et citoyens.

47 Porteur d'une véritable révolution du travail et de son sens, le dépas-
48 sement du marché du travail met à l'ordre du jour une nouvelle lo-
49 gique économique, avec un dépassement du marché des biens et
50 des services, par l'affirmation de nouveaux critères de gestion des
51 entreprises, entrant en conflit avec les critères de gestion capita-
52 listes, et par l'essor de nouveaux services publics, lieux d'exercice de
53 nouveaux pouvoirs par leurs agent-es et par leurs usager-ères ; avec
54 le dépassement du marché de l'argent par le développement d'un
55 nouveau crédit bancaire, contre la dictature des marchés finan-
56 ciers ; et avec le dépassement du marché mondial qui connecte les
57 trois précédents à l'échelle de la planète, par une nouvelle mondial-
58 isation de coopération et de paix, remplaçant l'hégémonie du dollar
59 et de ses institutions (FMI, Banque mondiale) par une monnaie com-
60 mune mondiale de coopération avec de nouvelles institutions, de-
61 puis l'échelon local jusqu'au niveau national, et du niveau européen
62 au niveau mondial.

1 *Le projet communiste passe par une révolution écologique*

2 L'organisation de la vie en société doit être inspirée, de part en part,
3 par l'impératif de développer et de mettre à la disposition de toutes
4 et tous ces biens communs de l'humanité que sont le climat, la
5 biodiversité, la qualité de l'air, de l'eau, des paysages... Une refonte
6 écologique et culturelle de la production et de la consommation
7 suppose des politiques de coopération se substituant à la concurrence,
8 afin de tendre vers une économie circulaire, réduisant ainsi
9 la pression sur les ressources et les écosystèmes. Il s'agira de faire
10 face au défi climatique par des politiques d'atténuation et d'adaptation
11 ambitieuses, pour œuvrer à un monde neutre en carbone avant
12 la seconde moitié de ce siècle. Le développement des énergies bas
13 carbone, nucléaire comme renouvelables, en parallèle de la généralisation
14 de la mobilité propre, du fret ferroviaire, fluvial et maritime,
15 des mesures d'efficacité énergétique dans le bâtiment et l'industrie,
16 ainsi que la promotion de l'agroécologie et l'agroforesterie, seront
17 des leviers incontournables pour assurer la survie des 8 et bientôt 10
milliards d'habitant-es sur Terre.

18 Services publics et entreprises sont au cœur de l'enjeu écologique :
19 services publics de l'écologie, de la santé, de la recherche ou du financement,
20 mais aussi entreprises productives, avec de nouveaux critères de gestion
21 (donc de production et de localisation), banques (avec de nouveaux critères
22 d'investissement et de financement). Nous pouvons faire converger des forces
23 du « dedans » et du « dehors » de l'entreprise, à partir du double enjeu social
24 et écologique qui se rejoignent contre la domination du capital, les critères de
25 rentabilité financière, l'austérité et le système de pouvoirs.

27 *Le projet communiste passe par une révolution des relations*
28 *entre générations, du travail, de la politique, de la culture*

29 C'est pourquoi il n'établit pas de hiérarchie entre les luttes émancipatrices.
30 Il développe le combat féministe jusqu'à une civilisation libérée de toute trace
31 du patriarcat dans la famille, dans l'économie, dans la vie politique et dans la
32 vie des idées. Il développe les combats antiracistes en poussant jusqu'au bout
33 la bataille de l'égalité des droits. Il agit pour une laïcité qui libère les individus
34 de l'emprise des obscurantismes et des communautarismes. Cependant, à la
35 différence des courants qui se contentent d'une juxtaposition des luttes
36 contre les dominations, il vise à les articuler à la bataille de classe
37 contre l'exploitation, condition pour arracher son pouvoir au capital.

39 À l'inverse de la marchandisation accélérée par les multinationales
40 du numérique, le projet communiste repose sur la libre circulation des arts
41 et des idées. Il protège les artistes, favorise l'accès de toutes et tous aux
42 pratiques artistiques comme à la diffusion culturelle. Il considère la liberté
43 de création et de diffusion comme une liberté fondamentale, permettant
44 l'émancipation individuelle et celle de la société tout entière.

46 Ce processus vers la construction d'une nouvelle civilisation, nous
47 voulons en instruire les conditions à la lumière, entre autres, des expériences
48 révolutionnaires des cent dernières années. Au-delà du dépassement des marchés,
49 le projet communiste mène, à terme, au dépassement du travail lui-même
50 comme forme contrainte des activités de production. Poussé jusqu'à son but
51 final, il mène au dépassement des nations, de l'argent, de l'État... c'est-à-dire
52 au communisme.

53 La même logique, dans son conflit avec celle de plus en plus perverse
54 et inefficace du capitalisme, donne ainsi aux axes de propositions qui
55 structurent l'activité des communistes dans la durée une cohérence
56 fondamentale, entre poursuite d'objectifs sociaux transformateurs,
57 conquête de pouvoirs et de droits nouveaux, et mobilisation des
58 moyens financiers nécessaires.

59 Cette logique donne leur sens à nos efforts pour l'unité du salariat
60 et de toutes les forces d'émancipation dans le monde. Elle donne

1 sens à une stratégie politique visant à constituer des majorités pour
2 conquérir démocratiquement des pouvoirs dans tous les lieux, du lo-
3 cal au mondial, où prédomine aujourd'hui la logique capitaliste. Elle
4 se traduit dans l'organisation et dans l'action du parti révolutionnaire
5 que veut être le Parti communiste français.

6 **V. Ouvrir un nouvel horizon** 7 **pour la France**

8 Avec le peuple de France, avec sa jeunesse, nous voulons engager la
9 nation sur le chemin de grands changements rendus possibles par
10 des réformes heureuses.

11 Nous voulons écrire pour toutes et tous une nouvelle page d'éman-
12 cipation.

13 Nous voulons révolutionner le travail, la production et la consom-
14 mation pour que chacune et chacun puisse travailler avec un bon
15 emploi ou être en formation, travailler mieux et travailler moins, en
16 dépassant le marché du travail capitaliste.

17 Nous voulons inverser les priorités entre capital et êtres humains :
18 priorité à la formation, à l'emploi, à l'épanouissement des femmes et
19 des hommes ; l'investissement, l'équipement, les dépenses en capital
20 doivent être au service des êtres humains, au lieu de chercher à les
21 évincer.

22 Nous voulons promouvoir les biens communs en développant les
23 services publics du local au mondial.

24 Nous voulons construire un nouveau pacte républicain pour rendre
25 au peuple sa pleine souveraineté et réaliser l'égalité réelle par la
26 révolution féministe et la relance d'un grand mouvement de lutte
27 contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations.

28 Dans le prolongement de notre campagne de l'élection présiden-
29 tielle de 2022 et des 180 propositions qu'y a portées Fabien Roussel,
30 nous voulons agir à partir de grands axes qui font l'originalité de l'ac-
31 tion du Parti communiste français pour répondre aux urgences du
32 moment .

33 C'est ainsi, en désignant les objectifs de la transformation révolu-
34 tionnaire pour laquelle nous militons, en avançant des moyens pour
35 l'engager, en proposant un chemin de lutte pour y parvenir, que nous
36 entendons permettre à la France de retrouver une voix indépendante
37 dans l'arène internationale. D'agir en faveur d'une autre construction
38 européenne, dégagée des traités austéritaires et des règles qui ba-
39 fouent la souveraineté des peuples et des nations. De défendre des
40 mesures ambitieuses pour un monde de paix, de coopérations, de
41 sécurité collective.

42 **I. Révolutionner le travail, la production** 43 **et la consommation**

44 Le chômage tue et abîme la vie de six millions de personnes et de
45 leur famille. Il permet au Medef et aux néolibéraux de maintenir des
46 salaires en berne, les horaires étendus sans supplément de rémuné-
47 ration.

48 Aussi, les communistes proposent de construire un système permet-
49 tant de travailler toutes et tous, une sécurité de l'emploi et de la for-
50 mation dont l'ambition est d'éradiquer le chômage. Dès la sortie du
51 système scolaire, nous proposons que chacune et chacun soit af-
52 filié-e à un nouveau service public de l'emploi et de la formation lui
53 permettant d'alterner, tout au long de sa vie, périodes d'emplois et
54 périodes de formation dans une sécurité de revenu et de droits.

55 Les communistes prendront toute leur place dans la mobilisation
56 sociale unitaire contre la nouvelle réforme des retraites prévue par
57 Emmanuel Macron. Ils porteront l'abrogation des réformes Balladur
58 et Fillon. Notre projet est celui d'une retraite à taux plein à 60 ans pour
59 toutes et tous, intégrant la prise en compte des années d'études et

1 de formation, du nombre d'enfants, de la pénibilité avec des droits
2 au départ anticipés. Nos propositions de financement reposent sur
3 deux innovations : la création d'une cotisation sur les revenus des
4 entreprises ; une modulation à la hausse des cotisations sociales
5 pour les entreprises qui attaquent l'emploi, les salaires et la forma-
6 tion.

7 Au-delà, c'est le travail lui-même et notre mode de production que
8 nous voulons changer.

9 Des bas salaires et des conditions de travail dégradées aux inéga-
10 lités professionnelles entre les femmes et les hommes, des contrats
11 courts et des horaires décalés au développement de l'ubérisation
12 qui combine toutes les régressions, des pénuries d'emplois dans des
13 secteurs aussi divers que la restauration ou le bâtiment, à la démis-
14 sion de centaines de milliers de salarié-es : tout appelle à transfor-
15 mer le travail pour lui redonner un sens qui permette à chacune et
16 chacun de s'y émanciper.

17 Une conférence sociale nationale, salaires-emploi-formation, de-
18 vrait créer les conditions d'une augmentation générale des salaires,
19 d'une création massive d'emplois, d'un développement sans précé-
20 dent de la formation et d'une meilleure prise en compte des qua-
21 lifications et de la pénibilité. Les métiers à prédominance féminine
22 doivent être revalorisés et la mixité des filières de formation des
23 métiers doit être assurée. Les violences sexistes au travail appellent
24 de sévères sanctions et les entreprises doivent être contraintes à
25 l'égalité salariale et professionnelle. Nous appelons à la régularisa-
26 tion des travailleurs et travailleuses sans papiers, l'égalité de statut
27 étant un moyen essentiel de lutter contre la mise en concurrence
28 des salarié-es.

29 Retrouver la maîtrise de son travail, de sa finalité et de son organi-
30 sation collective implique des pouvoirs de décisions nouveaux pour
31 les salarié-es.

32 Et il faut travailler moins ! Nous proposons d'initier la mise en œuvre
33 des 32 heures hebdomadaires sans perte de salaire, en commen-
34 çant pour tous les emplois qui le nécessitent du fait de leur pén-
35 ibilité, d'encadrer l'usage des outils numériques et le télétravail, de
36 garantir le droit à la déconnexion. Nous appelons à développer le
37 temps consacré à la formation professionnelle, à la vie familiale et
38 à la parentalité, à des activités d'intérêt général, d'épanouissement
39 personnel ; et nous agissons pour garantir une retraite à 60 ans à
40 taux plein, avec une pension à 75 % du revenu net d'activité.

41 Cette révolution du travail, la jeunesse doit en être un moteur. L'ob-
42 jectif est zéro jeune au chômage, zéro jeune contraint à la précarité,
43 zéro jeune victime de la surexploitation.

44 Cette révolution du travail doit encore s'accompagner d'une grande
45 transformation de notre mode de production et de consommation,
46 ainsi que de la création de millions d'emplois.

47 Nous portons l'exigence de nouveaux objectifs sociaux et écolo-
48 giques, créateurs d'emplois de qualité.

49 Une nouvelle industrialisation de la France, reposant nationalement
50 sur le développement des capacités humaines et sur de nouvelles
51 coopérations européennes et mondiales devra se montrer respec-
52 tueuse des salarié-es, de la santé et de l'environnement, selon les
53 principes de l'économie circulaire. Elle devra permettre de fournir
54 des produits sains et accessibles. Simultanément, nous proposons
55 un nouveau cap pour l'agriculture et l'alimentation, dans le but d'as-
56 surer la souveraineté alimentaire de la France, avec des prix rému-
57 nérateurs et des mesures d'accompagnement pour l'utilisation de
58 produits alternatifs aux pesticides.

59 Cette nouvelle industrialisation doit s'articuler aux nouveaux besoins
60 de développement des services publics.

2. Promouvoir les biens communs par le service public

Pour les multinationales et les marchés engagés dans la compétition capitaliste mondiale, les biens les plus essentiels à notre vie quotidienne, à commencer par notre environnement, sont considérés comme des marchandises.

Pourtant, les gigantesques déséquilibres écologiques mondiaux, ou encore la pandémie de Covid-19 montrent que l'environnement ou la santé sont des biens communs à préserver. L'environnement – l'eau, l'air, la terre, le climat, la biodiversité et les écosystèmes –, l'énergie ainsi que la santé, l'éducation, les transports, les arts et la culture, ou le sport doivent sortir du marché capitaliste.

Pour y parvenir, héritages de décennies de luttes et appropriation sociale collective, les services publics représentent un puissant levier pour une nouvelle société d'émancipation sociale et écologique. Un mouvement de démocratisation doit y être engagé afin d'en transformer la gestion. Agents, usager·ères, élu·es, doivent être associées pour déterminer les besoins et construire les réponses appropriées.

L'avenir de la planète et des générations futures passe par la préservation de notre environnement. Nous proposons une stratégie climat visant la neutralité carbone en 2050, fondée sur un plan d'investissements publics et privés de 150 milliards d'euros annuels en formation, en emplois et équipements permettant une maîtrise publique de l'énergie, la rénovation thermique et une mobilité décarbonée.

La politique de l'énergie doit être fondée sur la constitution d'un mix énergétique 100 % public et 100 % décarboné. Nous voulons un pôle public de l'énergie. Il regroupera l'ensemble des grandes entreprises publiques et privées, dont Total Energie, des centres de recherche dont le CEA, et un puissant service public de l'énergie, organisé autour d'EDF et Engie, qui seront renationalisées et gérées démocratiquement. Notre projet vise une forte croissance de la production électrique, en investissant dans les énergies renouvelables (solaire, éolien et surtout dans l'hydraulique, énergie renouvelable pilotable) et dans l'électricité nucléaire, avec la construction de six EPR supplémentaires au minimum.

Après la pandémie de Covid, le partage des connaissances, des savoirs scientifiques et industriels concernant la santé, dont découle la levée des brevets sur les vaccins, avec des moyens de financement de la recherche et des équipements, doit être une priorité mondiale amplifiant les coopérations, pour faire de la santé et de la protection sociale un droit universel. La France doit montrer l'exemple : un pôle du médicament doit être une priorité, incluant une appropriation publique et sociale de la production et de la recherche ; une nouvelle politique de prévention et de prise en charge des soins à 100 % est une nécessité dans le cadre d'un système de santé publique. La Sécurité sociale, dont nous réaffirmons qu'elle doit être financée par les cotisations sociales, doit devenir le bien de ses cotisant·es par l'élection de leurs représentant·es. Des mesures urgentes sont indispensables pour rendre les soins accessibles à toutes et tous, et développer l'hôpital public.

Les personnels du secteur de l'autonomie et des Ehpad, les usager·es, les familles ont sonné l'alerte : il est urgent de construire une société pour tous les âges, intégrant la nécessité de trouver des réponses solidaires et qualitatives aux enjeux de vieillissement. Le vieillissement ne doit plus être synonyme de relégation sociale, de perte de citoyenneté. L'autonomie de nos aîné·es peut être assurée par la réa-lisation et la modernisation des Ehpad, avec un service national et territorial de prise en charge à domicile.

Les grands défis nationaux et mondiaux à relever, et la démocratisation nécessaire du pays, impliquent de développer la recherche publique et de transformer l'éducation. Le service public de l'Éducation nationale sera renforcé pour avancer vers une école commune pour

1 toutes et tous, réellement gratuite. Des moyens sont nécessaires
2 pour l'augmentation du temps scolaire. Les enseignants ont besoin
3 de moyens pour exercer leurs missions. La réussite scolaire est une
4 priorité, elle passe par des effectifs réduits, des équipes pluridiscipli-
5 naires, l'accompagnement des élèves handicapés-es. La France mé-
6 rite d'avoir la jeunesse la mieux formée. Celle-ci doit pouvoir accéder
7 aux meilleures études et aux meilleurs diplômes.

8 En matière de santé, d'éducation, mais aussi de droit au logement, de
9 transports, de communication par la Poste ou le numérique, d'arts et
10 de culture, de sport, l'aménagement du territoire doit permettre que
11 l'usager-ère trouve près de chez lui un bouquet de services publics
12 de proximité. Parce que 70 % de l'investissement public proviennent
13 des collectivités territoriales, et que celles-ci assument une grande
14 part des politiques de solidarité, le renforcement de leurs moyens et
15 de leur autonomie est une nécessité. Les missions de service public
16 appellent des garanties par la formation et les créations d'emplois
17 nécessaires dans le cadre d'un statut réaffirmé et renforcé de la
18 fonction publique.

19 Les services publics connaissent une crise de recrutement et de fonc-
20 tionnement due aux politiques de démantèlement et de sous-inves-
21 tissement. L'instauration d'une culture managériale autoritaire, sous
22 couvert de maîtrise des coûts, détériore leur qualité et leur efficacité
23 réelle. Les scandales liés à la prise en charge de nos aîné-es ou des
24 personnes en situation de handicap, comme l'affaiblissement du
25 secteur de la protection de l'enfance soulèvent des questions ma-
26 jeures de justice sociale et d'équilibre de notre société. Des moyens
27 financiers, structurels et humains, doivent être déployés afin que
28 les travailleur-euses qui accompagnent les plus vulnérables de nos
29 concitoyen-nes ne soient plus assujetti-es à des conditions de travail
30 elles-mêmes précaires.

31 Une politique nationale de soutien à la vie associative et à une éco-
32 nomie sociale et solidaire, libérée des logiques capitalistes est indis-
33 pensable.

34 **3. Conquérir les moyens de répondre aux exigences** 35 **sociales, écologiques et sociétales, agir** 36 **pour une nouvelle efficacité économique**

37 La création de millions d'emplois, un accès massif de toutes et tous
38 à la formation tout au long de la vie, le déploiement du potentiel de
39 créativité de chacune et de chacun peuvent libérer un potentiel
40 considérable de qualifications et d'efficacité pour la création des ri-
41 chesses nécessaires à la réalisation de nos objectifs sociaux, écolo-
42 giques et sociétaux, et à leur financement.

43 Pour y parvenir, de nouveaux pouvoirs d'intervention des salarié-es
44 doivent permettre de faire prévaloir, dans la gestion des entreprises
45 et des services publics, de nouveaux critères donnant la priorité à
46 l'emploi, à la formation, à la recherche, aux économies de ressources
47 naturelles. De nouvelles institutions (pôles publics, conférences ter-
48 ritoriales et nationales...) doivent constituer les bases d'une nouvelle
49 planification décentralisée, avec de nouvelles institutions.

50 Pour servir de levier à l'action des entreprises et du système ban-
51 caire, nous proposons un nouveau type de nationalisations pour
52 les grands réseaux bancaires et d'assurances privés, ainsi que les
53 groupes dominants dans les secteurs stratégiques (énergie, chimie,
54 santé, transports, télécommunications, armements...), jusqu'à la
55 constitution de puissants pôles publics permettant de combattre les
56 logiques capitalistes. Nous soutenons les entreprises citoyennes de
57 l'économie sociale et solidaire, notamment à travers les initiatives
58 coopératives.

59 La révolution numérique et informationnelle dans tous les aspects
60 de la production comme de la vie humaine est un enjeu central de
61 souveraineté populaire. Face aux Gafam, ces grands groupes ten-
62 taculaires qui cherchent à s'affranchir des États pour remodeler la

1 société, le monde du logiciel libre incarne un espace de résistance et
2 d'élaboration créative que nous entendons soutenir. L'indépendance
3 et la souveraineté numérique et informationnelle de la France s'ap-
4 puiera sur la maîtrise de secteurs clés de l'industrie de la microélec-
5 tronique et des services informatiques, dont la sécurité des données,
6 ainsi que la constitution d'un pôle public des télécommunications et
7 du numérique.

8 L'utilisation de l'argent public, de l'argent des banques et des entre-
9 prises doit viser une nouvelle efficacité économique pour l'emploi,
10 les salaires, l'égalité femmes-hommes, la formation, les économies
11 d'énergie et de ressources naturelles. La lutte contre l'évasion fiscale
12 doit s'attaquer réellement aux pratiques des banques et des grands
13 groupes multinationaux.

14 Au niveau européen, nous voulons agir pour la création d'un fonds
15 pour le financement de projets de développement des services
16 publics démocratiquement élaborés, décidés, réalisés et contrôlés
17 dans les différents pays. Nous en appelons à la remise en cause des
18 accords de libre-échange inscrits dans le tout-concurrence sur la
19 base du moins-disant social et environnemental. De même, nous
20 portons la nécessité de créer une monnaie commune mondiale et
21 d'une réforme profonde du FMI.

22 **4. Construire un nouveau pacte républicain** 23 **et universaliste : rendre au peuple sa pleine** 24 **souveraineté et réaliser l'égalité réelle**

25 Emmanuel Macron contribue à installer un nouveau régime politique
26 dont l'autoritarisme s'avère particulièrement dangereux. Il est temps
27 de dire « stop », de redonner du sens à la démocratie, de permettre à
28 notre peuple et à la nation de conquérir leur pleine souveraineté, de
29 réaffirmer la laïcité.

30 *Remettre le peuple au cœur du pouvoir*

31 Il doit être mis fin à l'élection du président de la République au suf-
32 frage universel et la primauté doit être rendue au Parlement. Le dé-
33 coupage actuel du territoire national et les réorganisations de l'État
34 appellent un grand débat auquel les communistes entendent plei-
35 nement contribuer. L'organisation de la République à partir des com-
36 munes et des départements est un impératif afin de leur donner les
37 moyens de répondre aux besoins de la population. Les mécanismes
38 de démocratie directe et d'intervention populaire doivent être géné-
39 ralisés à tous les niveaux. C'est le contenu de la VI^e République.

40 Le monde du travail et le peuple doivent être pleinement partie pre-
41 nante des grands choix qui engagent leur vie et l'avenir du pays.

42 Parce que l'entreprise n'est pas un espace hors du champ de la ci-
43 toyenneté, des droits décisionnels nouveaux sont à conquérir pour
44 les salarié-es.

45 Elles et ils doivent pouvoir opposer leur veto suspensif aux projets
46 de restructuration et de licenciements, mais aussi disposer des
47 moyens de faire prendre en compte leurs projets de créations d'em-
48 plois, avec droit de saisine du crédit bancaire allant jusqu'au droit de
49 préemption en cas de vente d'une entreprise. La possibilité doit leur
50 être reconnue d'intervenir sur le sens et le contenu de leur travail et
51 participer à la gestion et aux orientations stratégiques de production
52 dans leur globalité.

53 Nous militons en faveur de conférences permanentes pour l'emploi,
54 la formation, la transformation écologique des productions et des
55 services, afin de recenser les besoins des populations et de définir des
56 plans de développement et d'industrialisation, sur la base de nou-
57 veaux critères d'utilité sociale et écologique. Disposant de moyens fi-
58 nanciers pour inciter ou pénaliser les entreprises afin qu'elles les réa-
59 lisent, elles doivent également assurer le suivi de leur mise en œuvre

60 Parce qu'être en état de minorité sociale jusqu'à 25 ans ne saurait

1 être toléré, les jeunes ont besoin d'un statut social.

2 Enfin, parce qu'il n'est pas acceptable que des hommes et des
3 femmes soient exclues de tout moyen de s'exprimer sur de grands
4 choix les concernant, le droit de vote des résident-es étranger-ères
5 doit être instauré pour les élections locales et européennes.

6 Les libertés publiques seront étendues en renforçant les droits
7 syndicaux et en abrogeant les lois liberticides.

8 La tranquillité publique nécessite de refonder de l'organisation
9 des forces de police et la redéfinition de leurs missions, d'agir pour
10 sauver du naufrage les institutions judiciaire et carcérale. Et c'est
11 également par la révolution du travail et le développement des
12 services publics qu'il sera possible de ramener la République par-
13 tout, pour toutes et tous. Sans politiques ambitieuses, impossible
14 de traiter les problèmes à la racine.

15 L'engagement laïque de la République doit être réaffirmé. Face à
16 sa remise en cause par les intégrismes qui cherchent à opposer
17 les citoyen-nes entre eux et à faire prévaloir leurs préceptes reli-
18 gieux sur la loi commune, l'heure est venue de réhabiliter l'idéal de
19 laïcité. Nous sommes mobilisé-es pour faire respecter le refus de
20 toute religion d'Etat, la garantie de la liberté de conscience, c'est-
21 à-dire le droit pour chacune et chacun de pratiquer le culte de
22 son choix ou de critiquer les religions. Des objectifs qui, en procla-
23 mant l'universalité des droits humains, concourent à l'égalité entre
24 toutes et tous.

25 Un débat s'ouvre sur le devenir de la Corse. Il demande la plus
26 grande attention de notre part, un travail étroit et coordonné avec
27 les communistes de Corse.

28 Nos rapports avec les Outre-Mer appellent de profondes transfor-
29 mations pour répondre aux besoins des populations de ces terri-
30 toires.

31 *Engager la révolution féministe*

32 Alors que nous vivons encore un puissant mouvement de libéra-
33 tion de la parole des femmes et d'engagement pour l'égalité, il est
34 urgent que la société française opère un virage politique global.
35 Les communistes ont la conviction que la révolution sera féministe
36 ou ne sera pas. Aucune grande avancée ne peut être conquise
37 sans la moitié de l'humanité.

38 En outre, les rapports de production ne peuvent être profondé-
39 ment transformés sans dépasser les rapports qui continuent d'as-
40 signer les femmes aux tâches reproductives, dans toutes leurs di-
41 mensions.

42 C'est la raison pour laquelle nous portons l'ambition d'une révolu-
43 tion féministe pour libérer la société du capitalisme et du patriar-
44 cat, pour mettre fin aux violences faites aux femmes et réaliser
45 l'égalité entre femmes et hommes.

46 Une politique de lutte contre les violences faites aux femmes, sur
47 le plan répressif comme préventif, exige une hausse considérable
48 des moyens dédiés. La justice doit être rendue aux victimes : des
49 viols et crimes sexistes et sexuels ne peuvent plus rester impunis.

50 Nous défendons une société où la sexualité et les corps ne sont
51 plus assujettis aux diverses formes de violence et de marchand-
52 sation que sont la prostitution et la GPA. Pas plus que le corps des
53 femmes n'est à vendre, leur ventre n'est à louer.

54 Nous voulons faire progresser les droits des femmes dans tous les
55 domaines par une politique nationale menée par un ministère de
56 plein droit, dans l'exigence d'une égalité territoriale. Le droit à l'IVG
57 devra être inscrit dans la Constitution et disposer des moyens as-
58 sociés.

1 En cohérence avec ces engagements, nous soutenons les luttes pour
2 conquérir la liberté et l'autonomie des femmes et faire progresser
3 leurs droits partout dans le monde, comme celle que mènent depuis
4 plusieurs mois courageusement les femmes d'Iran et leurs alliés dé-
5 mocrates qui brandissent avec elles le mot d'ordre « Femmes, Vie,
6 Liberté ».

7 *Relancer un grand mouvement contre le racisme,*
8 *l'antisémitisme et les discriminations*

9 Face à la crise capitaliste qui s'amplifie et la guerre du tou-tes contre
10 tou-tes, replis nationalistes et xénophobes, racisme et antisémitisme
11 trouvent un terreau fertile. Partout sont fabriqués des ennemis pour
12 diviser les peuples et le monde du travail. En France, comme dans
13 toute l'Europe, la politique de gouvernements cherchant à disputer
14 le terrain de la lutte contre l'immigration à l'extrême droite aggrave
15 ces phénomènes.

16 L'antisémitisme, qui connaît un regain, doit être combattu avec d'au-
17 tant plus de force qu'il a conduit, dans notre pays, à l'affaire Dreyfus
18 et à la collaboration ignominieuse avec le génocide hitlérien. La
19 lutte contre l'antisémitisme est au cœur de notre action, aujourd'hui
20 comme hier, car constitutive de l'histoire des communistes français.

21 Et alors que des millions de femmes et d'hommes de notre pays sont
22 chaque jour blessé-es, humilié-es par des propos ou des actes ra-
23 cistes, par les discriminations à l'embauche et au logement, ou par
24 des campagnes qui s'en prennent avec virulence aux musulman-es,
25 nous voulons promouvoir une conception communiste de l'antira-
26 cisme communiste, capable d'obtenir des avancées concrètes pour
27 l'égalité réelle. Cette conception communiste de l'antiracisme vise
28 l'égalité des droits de toutes et tous, indépendamment de la classe
29 sociale.

30 Il refuse toute essentialisation, assignation identitaire à une cou-
31 leur, une origine, une religion. Les femmes et les hommes sont riches
32 d'une identité plurielle, celles et ceux qui sont en butte au racisme
33 appartiennent pleinement à cette majorité populaire qui a des in-
34 térêts communs et qui, unie, a les moyens de les défendre et de les
35 faire progresser. C'est en ce sens qu'il est anticapitaliste.

36 Il porte ainsi à égalité des revendications communes à toutes et
37 tous et des revendications spécifiques.

38 Aussi, la révolution du travail, de la production et le développement
39 des services publics est-elle une partie importante de notre combat
40 antiraciste, pour mettre fin notamment aux discriminations à l'em-
41 bauche et aux inégalités professionnelles motivées par le racisme.
42 Parallèlement, nous portons l'exigence d'une politique éducative
43 suivie, indispensable pour faire reculer les préjugés. La loi doit, en
44 outre, sanctionner durement les propos et actes racistes. Une peine
45 d'inéligibilité doit pouvoir être appliquée pour quiconque s'en rend
46 coupable, ainsi que notre groupe l'a défendu à l'Assemblée natio-
47 nale.

48 Enfin, la conception communiste de l'antiracisme se nourrit de notre
49 internationalisme et de notre volonté de travailler à l'unité des tra-
50 vailleurs, des travailleuses et des peuples de tous les pays.

51 C'est sur ces bases que nous affirmons l'ambition de relancer un
52 grand mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et les discri-
53 minations.

54 De même, l'action publique doit créer les conditions d'une société
55 inclusive et d'un égal accès aux droits et aux institutions. Des ac-
56 tions de prévention et d'éducation doivent être mises en place pour
57 combattre les LGBTQI-phobies. Dans un contexte parfois hostile aux
58 luttes contre la transphobie, nous réaffirmons que les communistes
59 combattent pour la libre détermination de l'identité de genre, dans
60 le cadre de la loi. Et nous voulons qu'il soit mis fin aux mutilations sur

1 les personnes intersexes, dont la reconnaissance dès la naissance
2 sera permise.

3 Nous voulons garantir les droits des personnes LGBTQI+. Garantir
4 l'égalité de toutes et tous, c'est agir pour la reconnaissance et le res-
5 pect du droit de vivre librement son orientation sexuelle et son iden-
6 tité de genre.

7 **VI. Agir pour le rassemblement** 8 **majoritaire de notre peuple**

9
10 Alors que l'humanité se trouve à un tournant de son histoire, le besoin
11 d'alternative transformatrice se fait plus fort que jamais. Des millions
12 de nos concitoyen-nes aspirent à voir changer leur vie, et à ce que la
13 France s'engage dans un nouveau chemin de progrès et de justice.

14 Cette attente se heurte cependant à d'importants obstacles. Les
15 tensions internationales alimentent les peurs devant l'avenir. Les
16 points marqués par le capital ces dernières décennies pèsent sur
17 le développement des mobilisations populaires. L'affaiblissement
18 des repères de classe favorise les tendances au repli et à la concu-
19 rence de tou-tes contre tou-tes. Le sentiment d'abandon prévalant
20 dans nombre de villes et quartiers populaires est à l'origine d'une
21 abstention grandissante de scrutin en scrutin, ainsi que d'une mé-
22 fiance massive envers la politique. Au fil des renoncements des gou-
23 vernements appliquant des orientations sociales-libérales, le doute
24 s'est instillé dans les consciences sur la volonté de la gauche de
25 répondre aux attentes populaires. L'extrême droite en profite pour
26 faire progresser ses thématiques haineuses et identitaires.

27 Les communistes ne se résignent à cet état de fait. Ils entendent tout
28 mettre en œuvre pour dépasser ces obstacles et rouvrir une pers-
29 pective d'espoir à notre peuple, en rassemblant toutes les forces so-
30 ciales et politiques ayant un intérêt commun à la rupture avec un
31 modèle capitaliste de plus en plus destructeur.

32 **1. Affirmer le socle social et politique du changement**

33 Les coordonnées de la crise française, autant que l'ampleur des
34 enjeux auxquels il nous faut répondre, conduisent à poser d'une
35 nouvelle manière la question de la stratégie à même de conduire
36 à une victoire politique. Notre démarche ne saurait se résumer à la
37 recherche d'alliances entre forces de gauche, ni à céder à l'illusion
38 d'un changement politique initié du seul sommet de l'État. Dès lors
39 que le projet communiste s'avère indissociable d'une conception de
40 classe de la bataille pour l'émancipation humaine, il importe de clai-
41 rement identifier le sujet de la révolution que nous appelons de nos
42 vœux. Nous voulons que la majorité sociale existant dans notre pays
43 devienne la majorité politique.

44 En ce premier quart du 21^e siècle, ouvrier-ères et employé-es repré-
45 sentent les principaux secteurs de la population en emploi. Et, toutes
46 et tous ensemble, avec les millions de privé-es d'emploi, avec les
47 agent-es des services publics, avec la très large partie des cadres
48 que leur relation au travail, au salaire et à la protection sociale rap-
49 proche des autres composantes du salariat, avec les travailleurs
50 et travailleuses des plateformes que gouvernements et patronat
51 ont exclu du droit social, avec le retraité-es qui ont quitté l'activité
52 salariée, avec la jeunesse scolarisée qui est appelée à former une
53 grande partie du monde du travail de demain, avec les professions
54 de la création artistique et culturelle, ils représentent une force
55 considérable.

56
57 Nous pensons que le monde du travail a vocation à devenir l'aile
58 marchante, la force motrice réunissant l'ensemble des classes et
59 couches disponibles à un combat pour changer la vie... Loin de la
60 théorie macronienne d'une montée en puissance des « actifs non
61 salariés »... Loin des affirmations sur « la fin du travail »... Loin des pos-
62 tulates du think-tank « Terra Nova » qui appelait hier la gauche à se

1 détourner des classes travailleuses... Loin de l'idée défendue par les
2 courants se réclamant du « populisme de gauche » selon laquelle
3 le salariat serait dorénavant appelé à se fondre dans un « peuple »
4 décrété principal acteur d'une future « révolution citoyenne »...

5 Par sa puissance potentielle, par sa place dans l'économie – qui lui
6 a permis de tenir la France debout alors que les classes dirigeantes
7 affichaient leurs défaillances au plus fort de la crise sanitaire de
8 2020 –, le monde du travail, dans sa diversité, est en mesure de
9 fédérer largement autour de lui : d'un monde paysan dont de très
10 nombreux secteurs sont frappés de paupérisation, aux petits en-
11 trepreneurs pressurés par les donneurs d'ordre des grands groupes
12 multinationaux, en passant par les couches moyennes tradition-
13 nelles.

14 En outre, nous ne nous résignons pas aux fractures que la réorga-
15 nisation de l'économie et de la structuration territoriale du pays
16 par le capital ont créées entre salarié-es du public et du privé, entre
17 grandes et petites entreprises, entre habitant-es des quartiers po-
18 pulaires des banlieues, et populations vivant dans les territoires pé-
19 ri-urbains. Toutes et tous constituent le socle social du changement.

20 En défendant l'actualité du clivage entre capital et travail, en se
21 tournant résolument vers un monde du travail ignoré et mépri-
22 sé des possédants et des grands médias, en s'immergeant dans
23 toutes les luttes avec le souci d'aider à leurs confluences, en étant à
24 l'écoute des attentes qui s'expriment et en formulant en leur direc-
25 tion des propositions susceptibles de leur donner un sens commun
26 et rassembleur, le Parti communiste français se met au service de
27 l'émergence de cette majorité qui peut contribuer à ce que le pays
28 change de destin.

29 **2. Travailler à une nouvelle dynamique** 30 **populaire agissante**

31 C'est pour concrétiser cette visée stratégique que nous voulons dé-
32 ployer l'intervention communiste.

33 Les crises que nous vivons ont profondément altéré le rapport au
34 collectif et en particulier à l'engagement collectif durable. Pourtant,
35 des centaines de milliers de personnes recherchent des formes
36 d'engagement pour transformer la société. Les communistes tra-
37 vaillent en ce sens pour permettre au plus grand nombre d'investir
38 le champ politique. C'est une condition déterminante pour ouvrir un
39 chemin de progrès dans à pays.

40 C'est d'abord au renforcement des luttes que nous entendons tra-
41 vailler, afin de permettre à ces dernières non plus seulement de ré-
42 sister, mais de conquérir. C'est un point d'appui pour permettre au
43 monde du travail de prendre conscience de sa place et confiance
44 en sa force, de prendre la mesure des obstacles et de manifester
45 qu'il représente les forces vives de la nation. Notre action se veut,
46 sur ce plan, complémentaire de celle des organisations syndicales,
47 auxquelles il appartient, en toute indépendance, de déterminer les
48 conditions de leurs batailles revendicatives, de la convergence et de
49 l'agenda des mobilisations, de leur unité.

50 Mais l'indépendance mutuellement reconnue des organisations
51 syndicales, des forces associatives et des partis politiques, n'induit
52 nullement une indifférence réciproque. Au contraire, si les forces de
53 gauche et écologistes ont besoin d'un syndicalisme puissant et uni
54 pour élever le rapport de force social face aux gouvernants et au
55 patronat, le mouvement social a besoin d'une gauche dont les ex-
56 pressions contribuent à offrir une perspective politique aux mouve-
57 ments sociaux. Il importe de travailler à cette complémentarité, par
58 la recherche d'espaces communs qui puissent aider à l'échange
59 des expériences et des analyses, à l'élaboration conjointe de propo-
60 sitions à même de renforcer les mobilisations, à la définition d'initia-
61 tives pouvant rassembler largement, dans le respect des spécifici-
62 tés et de la souveraineté de chacune.

1 Nous le faisons sur chaque terrain de lutte, dans toutes les mobili-
2 sations nationales et locales, avec nos propres initiatives d'action,
3 et en proposant à nos partenaires de toute la gauche, aux organi-
4 sations syndicales, aux mouvements associatifs, de s'associer dans
5 des campagnes qui politisent les enjeux, aident à l'amélioration du
6 rapport de force grâce à la dynamique du rassemblement, jusqu'à
7 obtenir des victoires concrètes pour la population. C'est ce qui a ins-
8 piré notre démarche dans la nouvelle bataille des retraites engagée
9 en 2022.

10 Le rôle du Parti communiste français est enfin de mener avec déter-
11 mination la bataille des idées. En nous appuyant sur les aspirations
12 qui montent de la société ou des mouvements sociaux et citoyens,
13 il s'agit pour nous de continuer à porter un programme dynamique,
14 de dépassement des politiques capitalistes, porteur de propositions
15 radicales et crédibles. En mettant en cohérence les objectifs de sa-
16 tisfaction des besoins humains, les moyens financiers et politiques
17 d'y parvenir, et le chemin de lutte permettant de faire gagner cette
18 nouvelle logique, comme nous l'avons fait avec le programme « La
19 France des Jours heureux », nous cherchons à redonner confiance
20 en la politique, à convaincre que notre démarche révolutionnaire
est, dans les circonstances présentes, la solution du réalisme.

21 **3. Reconstruire la gauche pour la faire gagner**

22 Nul ne peut ignorer le péril de la grande recomposition en cours
23 du camp réactionnaire, dans laquelle une extrême droite renforcée
24 est en mesure de jouer un rôle déterminant. Face à cette menace,
25 notre responsabilité est de faire grandir une alternative porteuse de
26 progrès sociaux et écologiques. La gauche doit combattre plus effi-
27 cacement le projet de l'extrême droite et de ses forces organisées.
28 Pour y parvenir, ses différentes composantes ne peuvent faire l'éco-
29 nomie d'un débat sur le projet à défendre, sur la stratégie à mettre
30 en œuvre, sur les relations à bâtir entre elles. Simultanément, l'ac-
31 tion de notre parti doit s'amplifier pour reconquérir les catégories
32 populaires et le monde du travail, pour dépasser la crise globale de
33 la représentation qui constitue le terreau sur lequel prospèrent po-
34 pulisme, complotisme et tentations fascisantes. Notre capacité à
35 nous investir dans les luttes sociales et à dialoguer avec les mou-
36 vements citoyens, à les articuler avec des propositions de transfor-
37 mation sera décisive pour que les forces vives du pays investissent
38 le champ politique.

39 *La situation de la gauche après la présidentielle*

40 La situation à gauche n'est pas figée. À ce stade, elle ne permet pas
41 de répondre à l'impérieuse nécessité du rassemblement majoritaire
42 du peuple autour d'une alternative transformatrice. Nous voulons la
43 dépasser, en contribuant à clarifier les débats qui traversent toutes
44 les forces de gauche et écologistes, en cherchant à en faire bouger
45 les lignes, en travaillant à des convergences de contenu et d'action,
46 en étant une force motrice d'initiatives et de propositions.

47 Nous partageons de nombreux combats, dans les luttes sociales et
48 les mouvements citoyens, avec les forces de gauche et écologistes.
49 C'est un levier pour notre travail de reconstruction de la gauche.
50 Néanmoins, comme nous l'avons analysé à l'occasion de la confé-
51 rence nationale du 10 avril 2021, la campagne du premier tour de la
52 présidentielle a confirmé l'existence de fortes différences.

53 La France insoumise, ayant vu son candidat bénéficiaire de l'hy-
54 per-présidentialisation de la vie politique, persiste dans la stratégie
55 du « populisme de gauche ». Ainsi se proclame-t-elle la force diri-
56 geante de « l'union du peuple », évacuant de ce fait tous les débats
57 d'orientation à gauche. Ayant attiré à elle l'attente de radicalité de
58 certains secteurs de la société et de tout un pan de la jeunesse, mais
59 ignorant la question stratégique clé de la reconquête des fractions
60 du monde du travail qui se sont détournées de la politique, elle n'a
61 finalement vu dans son résultat à la présidentielle que la confirma-
62 tion de ses vues hégémoniques sur la gauche et le mouvement so-

1 cial. Considérant de surcroît qu'elle est en situation de profiter d'une
2 accélération de la crise politique, bien que le rapport des forces élec-
3 torales soit largement favorable à la droite et à l'extrême droite, elle
4 s'aventure dans des tactiques hasardeuses, qui l'ont conduite à se
5 féliciter des votes du Rassemblement national en faveur des motions
6 de censure déposée par la gauche à l'Assemblée nationale. Nous
7 voulons poursuivre le débat sur le programme et la stratégie avec
8 elle car ces orientations, qui entravent le développement du mou-
9 vement populaire, constituent un obstacle pour la capacité de la
10 gauche tout entière à porter une alternative à vocation majoritaire.

11 Le Parti socialiste, affaibli par des décennies de renoncement devant
12 le libéral-capitalisme, a obtenu, en avril 2022, le plus mauvais résul-
13 tat de son histoire. Son incapacité à tourner définitivement la page
14 du social-libéralisme, que ne pouvait masquer la campagne de sa
15 candidate sur la « social-écologie », est la raison de cet échec. Ce
16 dernier place la social-démocratie française en état de paralysie
17 durable, même si elle conserve un indéniable enracinement dans les
18 collectivités territoriales. Un débat d'orientation est en cours en son
19 sein ; il déterminera son avenir. Si son actuelle direction, en rejoignant
20 la coalition de la gauche pour les élections législatives, a manifesté
21 l'intention de restaurer son image auprès des catégories populaires,
22 il lui reste cependant à se doter d'un projet qui lui redonnerait une
23 véritable identité. Le débat doit se poursuivre avec lui, tant sur les ob-
24 jectifs que sur les moyens financiers et les pouvoirs permettant la
25 transformation de la société.

26 Quant à EELV, son résultat à la présidentielle n'a pas confirmé son
27 succès des européennes de 2019. La conciliation avec l'austérité et
28 le capitalisme vert, comme l'idée que le parti écologiste pourrait ré-
29 organiser la gauche autour de lui ont subi un démenti cinglant. Ce
30 parti s'en retrouve aujourd'hui polarisé entre plusieurs orientations :
31 soit occuper l'espace de la social-démocratie en le reconfigurant
32 autour de l'écologie, mais cette tentative a pour l'instant échoué ;
33 soit, au nom du « réalisme » et à l'instar d'autres partis verts d'Europe,
34 rechercher des alliances pouvant l'amener à collaborer à la mise en
35 œuvre d'orientations néolibérales, mais ce serait tourner le dos aux
36 réponses qu'appelle la gravité de la crise écologique ; soit faire le
37 choix d'une prétendue radicalité sociétale, mais sa formulation est
38 aujourd'hui déconnectée des attentes de toute une partie des caté-
39 gories qui ont intérêt à la transformation sociale et écologique de la
40 société. C'est sur toutes ces questions que nous voulons poursuivre
41 le dialogue avec EELV.

42 *Tirer toutes les leçons de l'union aux législatives*

43 À l'issue de la présidentielle, l'attente d'unité exprimée par les élec-
44 teurs et électrices de gauche a conduit à la formation d'une coaliti-
45 on pour les élections législatives, la Nouvelle Union populaire, écolo-
46 gique et sociale. Dès sa conférence nationale d'avril 2021, notre parti
47 avait d'ailleurs manifesté le souhait que, sur la base des débats de
48 la présidentielle, soit conclu un « pacte d'engagements législatifs »
49 entre toutes les forces de gauche et écologistes. L'accord entre les
50 quatre principales formations de la gauche s'est réalisé après dis-
51 cussion d'un document programmatique et d'une répartition visant
52 à ne présenter qu'un-e candidat-e par circonscription.

53 Cette coalition a d'emblée souffert d'une double limite : l'accord pro-
54 grammatique maintenait des désaccords sur des questions aussi
55 substantielles que les retraites, l'emploi, la souveraineté énergétique,
56 les propositions à destination de la jeunesse, les moyens de disputer
57 le pouvoir au capital, le financement d'une politique de transforma-
58 tion, la conception de la République, ou le rôle de la France en Europe
59 et dans le monde ; la volonté hégémonique de LFI exprimée par une
60 campagne placée sous le mot d'ordre de « Mélenchon Premier mi-
61 nistre » qui a conduit ses partenaires, et notamment le PCF, à devoir
62 être absents de l'immense majorité des circonscriptions, bien qu'ils
63 aient fréquemment été les mieux placés pour l'emporter face à la
64 droite ou à l'extrême droite.

1 Si l'unité constituée dans de telles conditions a permis à la gauche
2 de doubler sa représentation parlementaire, et à chacune des com-
3 posantes de disposer d'un groupe au Palais-Bourbon, elle n'a en re-
4 vanche ni enclenché une dynamique de victoire, ni permis de pro-
5 gresser en nombre de suffrages par rapport aux scores cumulés
6 de la présidentielle. Les droites et l'extrême droite sont aujourd'hui
7 largement majoritaires. Si d'importants succès ont pu être enregis-
8 trés dans les métropoles, les quartiers populaires des banlieues ou,
9 dans un contexte très particulier, dans les Outre-Mer, les secteurs du
10 monde du travail qui vivent ou sont employés dans les anciens bas-
11 sins industriels ou les territoires dits périphériques ne se sont mani-
12 festement pas reconnus dans la Nupes. Il importe d'en tirer toutes les
13 leçons.

14 *Nous lançons un appel à la reconquête des forces du travail*

15 La bataille prioritaire de la période qui s'ouvre consiste à unir et re-
16 mobiliser les forces du travail et les catégories populaires. Tel est le
17 débat que nous voulons mener avec l'ensemble de nos partenaires.
18 En dépendent les victoires de demain, la formation d'une majorité
19 politique et d'un gouvernement engageant de grandes réformes de
20 dépassement des logiques capitalistes dominantes. Il s'agit de dis-
21 siper le sentiment d'impuissance comme le découragement, et de
22 faire ainsi reculer la démagogie identitaire de l'extrême droite. De
23 nous redéployer au plus près des lieux de vie, dans les entreprises,
24 dans les villes et les quartiers devenus invisibles des puissances
25 d'argent. De porter plus fortement une parole faisant écho à ce que
26 vivent au quotidien des millions d'hommes et de femmes. De mener
27 une action ne se contentant pas de solliciter le vote de ces derniers,
28 mais s'employant à en faire les acteurs et actrices du changement.
29 Comme l'affirmait notre 38^e Congrès, il n'y a pas de rassemblement
30 durable sans intervention populaire.

31 De par leur histoire, les communistes ont en permanence au cœur
32 le combat pour le rassemblement de la gauche et des forces popu-
33 laires. Nous continuerons donc à proposer systématiquement l'unité
34 d'action à toutes les forces de gauche, à commencer par celles qui
35 ont mené avec nous la bataille des législatives, sur la base d'accords
36 vérifiés sur les contenus et les formes des initiatives prises pour at-
37 teindre nos objectifs. C'est ce que nous faisons dans le cadre de l'in-
38 tergroupe de l'Assemblée nationale. C'est ce que nous visons en por-
39 tant dans le débat public des propositions cherchant à rassembler
40 le plus grand nombre de sensibilités progressistes. C'est aussi à cette
41 fin que nous agissons afin que se forment, chaque fois que c'est pos-
42 sible et nécessaire, des fronts de lutte destinés à faire progresser de
43 grandes exigences transformatrices.

44 De ce point de vue, le défi à relever ne peut se résumer à la participa-
45 tion à la Nupes. Tant les désaccords stratégiques la traversant, que
46 les différences existant entre les programmes en présence, ou en-
47 core les conceptions divergentes de l'unité entre forces de gauche,
48 impliquent de ne pas figer un cadre d'intervention politique sous
49 domination de LFI et coupé des forces organisées dans la société
50 et des citoyen·nes qui peuvent contribuer à renforcer l'influence de
51 la gauche. Il ne saurait donc être question de la transformer en un
52 nouveau mouvement politique, ou en une fédération, se structurant
53 à tous les échelons au prix du dépassement de la souveraineté des
54 organisations qui l'ont formée.

55 C'est la raison pour laquelle nous lançons un appel à toutes les forces
56 de gauche et écologistes. Nous ne pouvons nous satisfaire d'une vo-
57 lonté d'être le premier opposant au pouvoir. Nous devons travailler à
58 rassembler une majorité populaire autour d'une alternative de trans-
59 formation sociale et écologique. Parce que le combat de classe est
60 central pour constituer cette majorité, soutenons les organisations
61 syndicales pour la mobilisation unitaire des salarié·es, sur leurs lieux
62 de travail, par la grève et toute forme d'actions. Construisons, avec

1 elles et nos concitoyen·nes, le projet qui les unira en plaçant en son
2 cœur le travail, la République sociale et démocratique, et une voix
3 souveraine de la France en Europe et dans le monde. C'est ainsi que
4 nous parviendrons à arracher des victoires, à redonner confiance en
5 la politique et en la gauche au monde du travail et aux catégories
6 populaires.

7 **4. Porter nos idées dans toutes les élections**

8 Parce que chaque élection est un moment important de débat poli-
9 tique avec le pays et pour développer les mobilisations, nous avons
10 décidé d'y être présent·es avec nos candidates et candidats. Cette
11 présence, tenant compte des spécificités de chaque scrutin, est la
12 condition même de l'élargissement de notre influence dans le pays.
13 Gagner des élu·es est un facteur décisif pour arracher des avancées
14 utiles à notre peuple dans les institutions, pour faire entendre dans
15 ces enceintes la voix de celles et ceux qui se battent pour le progrès
16 social et la transition écologique, pour donner davantage d'écho à
17 nos propositions.

18 Les élections européennes de 2024 sont le prochain rendez-vous
19 électoral auquel sera convié notre peuple. Nous voulons mener des
20 batailles politiques qui changent la donne en Europe par des mobili-
21 sations, des prises de conscience sur les enjeux, en mettant en débat
22 nos conceptions de la construction européenne et nos propositions.
23 Cela pourra créer les conditions pour renouer avec notre représen-
24 tation parlementaire. Notre responsabilité est d'autant plus grande
25 que nous avons une place essentielle dans la gauche, et que nous
26 avons joué un rôle central dans la Gauche unitaire européenne ainsi
27 que dans la création du Parti de la gauche européenne. Nous parti-
28 ciperons à cette élection et y défendrons notre vision de la construc-
29 tion européenne, en rupture avec les traités existants. Ni sortie de
30 l'actuelle Union européenne ou de l'euro, ni assujettissement au pro-
31 jet capitaliste pour le continent, nous mettrons en avant des propo-
32 sitions allant dans le sens d'une union de nations et de peuples libres,
33 souverains et associés, dans l'objectif de combattre la domination
34 du capital. Nous proposons un fonctionnement à géométrie choisie,
35 respectant les choix souverains des peuples et des nations du conti-
36 nent. Et une politique qui soit fondée sur le mieux-disant social et dé-
37 mocratique, comme sur les nécessaires coopérations industrielles,
38 sanitaires, énergétiques.

39 Pour préciser son projet, le PCF réunira une conférence d'ici l'été 2023.

40 **VII. Poursuivre le redéploiement** 41 **du PCF**

42 Relever les défis auxquels nous confronte un système capitaliste en
43 pleine turbulences et porteur de lourdes menaces pour les peuples,
44 mener la bataille d'idées à partir de notre projet communiste, tra-
45 vailler à l'essor d'un puissant mouvement populaire et œuvrer à
46 l'émergence d'une alternative de transformation radicale de l'ordre
47 existant implique de se doter d'une organisation politique efficace et
48 démocratique.

49 Les femmes et les hommes ont besoin de s'organiser dans la durée
50 pour mener ces combats.

51 Parce que les crises expriment, de façon pressante le besoin de
52 transformations radicales, de luttes et de rassemblements, le besoin
53 de conscience de classe, d'unité du monde du travail, d'une irrup-
54 tion populaire sur le terrain politique, il y a besoin comme jamais d'un
55 parti comme le Parti communiste.

56 Nous voulons que nos actions pèsent dans la société, qu'elles soient
57 utiles à celles et ceux avec lesquels nous nous battons au quotidien.
58 C'est une force de construire des batailles communes sur tout le ter-
59 ritoire.

1 Les adhérent-es constituent le cœur et la force de l'organisation
2 communiste. Porteur-ses d'aspirations, de combats, d'engagements,
3 elles et ils nourrissent le collectif qui met en débat l'ensemble de leurs
4 propositions, et sont sa force de rayonnement, chacun-e ayant sa
5 singularité.

6 Nous cherchons à mettre en mouvement chacun-e d'entre elles et
7 eux dans des batailles concrètes, en offrant les structures les mieux
8 adaptées aux luttes d'aujourd'hui.

9 Surtout, nous voulons être beaucoup plus nombreux-ses dans un
10 mouvement de réappropriation populaire de la lutte politique.

11 Nous voulons nous adresser à des milliers de femmes et d'hommes
12 pour constituer avec elles et eux un grand parti populaire et révolu-
13 tionnaire pour des conquêtes nouvelles, pour ouvrir le chemin des
14 « Jours heureux » du 21^e siècle.

15 Nous entendons bâtir l'organisation qui permettra à des milliers
16 d'hommes et de femmes de retrouver le chemin de la politique, en
17 offrant un cadre fraternel et humain d'action, de réflexion et de for-
18 mation, où chacun-e construit, grâce au collectif, le chemin de son
19 émancipation.

20 Se nourrissant des apports du marxisme vivant, le PCF recherche
21 ainsi les conditions de l'intervention individuelle et de la construction
22 d'une volonté commune. Il organise le débat collectif et interroge
23 en permanence son fonctionnement, pour construire l'efficacité et
24 l'utilité de son action grâce à la mise en mouvement du plus grand
25 nombre.

26 **1. Engager la bataille décisive du renforcement**

27 Animée nationalement et par les instances locales, la bataille du ren-
28 forcement doit être l'affaire de toutes et tous. Chacun-e est appelé-e
29 à convaincre. Nous nous donnons l'ambition que le Parti communiste
30 réalise 10 000 nouvelles adhésions d'ici 3 ans, en nous adressant à
31 toute la société, au salariat, aux catégories populaires, à la jeunesse,
32 au monde de la culture et de la création artistique.

33 Un soin particulier sera apporté à leur accueil, dans un cadre convi-
34 vial et fraternel, de manière individuelle ou collective. Un livret d'ac-
35 cueil leur sera remis. De manière générale, le lien avec chaque ad-
36 hérent-e est primordial. Il est une des conditions de notre efficacité et
37 doit faire l'objet d'une attention et d'un suivi particuliers.

38 **2. S'organiser à l'entreprise et sur les lieux de travail**

39 À l'entreprise et sur les lieux de travail se nouent l'exploitation et les
40 dominations capitalistes. L'entreprise est un lieu de pouvoir du capi-
41 tal.

42 Le patronat et les directions y décident de la production, de l'allo-
43 cation des richesses produites, de l'organisation du travail et de sa
44 finalité, des services rendus à la population, des créations et destruc-
45 tions d'emplois... Ils diffusent activement les idées qui confortent leurs
46 décisions et ils y font de la politique au quotidien.

47 L'entreprise est au cœur des luttes sociales, de la prise de conscience
48 de classe, de la construction du rassemblement populaire.

49 C'est pourquoi le déploiement de l'activité des communistes sur les
50 lieux de travail doit devenir un objectif prioritaire, partagé, une orien-
51 tation portée par l'ensemble du parti. Cela doit trouver une traduc-
52 tion concrète dans notre organisation, en prenant appui sur ce qui
53 a été expérimenté et construit depuis 4 ans, et en franchissant un
54 nouveau cap.

55 Sections, cellules, réseaux, collectifs de bassin d'emploi, nous avons
56 besoin de démultiplier les lieux de structuration et d'activité des
57 communistes sur les lieux de travail. Cela appelle la définition, du lo-
58 cal au national, d'objectifs et de priorités, ainsi qu'un travail national
59 d'organisation nécessitant des moyens dédiés.

1 Une conférence nationale sera organisée pour définir une feuille de
2 route.

3 Le journal « Agir » doit devenir l'espace d'élaboration et d'échanges
4 des communistes à l'entreprise et autour d'elle. Il doit faire l'objet
5 d'une diffusion régulière sur l'ensemble du territoire et bénéficier d'un
6 tirage national.

7 **3. Féminiser et faire vivre le féminisme**

8 Le PCF n'est pas exempt d'une différenciation de genre dans la ré-
9 partition des actes militants et des responsabilités. C'est un obstacle
10 à l'intervention des femmes dans toutes les dimensions du combat
11 communiste, et cela affaiblit celui-ci en retour.

12 Cette situation doit faire l'objet d'une réflexion et d'une action déter-
13 minée.

14 Si le parti ne peut à lui seul corriger les inégalités de genre qui en-
15 traquent l'engagement politique des femmes et leur prise de respon-
16 sabilités, il doit tout mettre en œuvre pour les renverser en son sein
17 et faire de l'engagement politique un levier d'émancipation, à partir
18 d'une compréhension fine des mécanismes à l'œuvre.

19 Cela doit se traduire en actes : dans notre conception de l'enga-
20 gement politique, du débat, de construction collective, des forma-
21 tions, ainsi que de la politique de cadres et des trajectoires militantes
22 jusqu'à la prise de responsabilité, notamment des femmes issues
23 des classes populaires.

24 La parité doit être généralisée et respectée : parité des temps de pa-
25 role, des responsabilités collectives et individuelles, des élu-es, des
26 participations aux formations, mais aussi de notre représentation
27 dans les événements publics (tables-rondes, conférences...).

28 Nous décidons d'un travail d'organisation qui nous fasse sortir du
29 discours pour donner une traduction concrète à ces ambitions. Si
30 cet axe fort doit traverser l'ensemble des organisations du parti, il in-
31 combe au secteur « Vie du parti » de désigner une responsable char-
32 gée du suivi des actes posés par les fédérations, de leur mutualisa-
33 tion, et des évolutions constatées.

34 Aucune forme de violence sexuelle ou sexiste n'est tolérable au sein
35 du Parti communiste, qui met à disposition de tous ses adhérent-es
36 ses outils, le dispositif « Stop Violences » et le livret « Tolérance zéro »
37 notamment. Notre parti entend créer les conditions d'un militantisme
38 sain et sécurisé, au bénéfice de toutes et tous.

39 **4. Étendre l'influence communiste dans la jeunesse**

40 Le PCF, tout en ayant sa propre activité en direction des jeunes, a fait
41 le choix d'avoir une organisation de jeunesse, en capacité de définir
42 ses choix, ses orientations, ses modalités d'interventions, en lien avec
43 sa génération. C'est l'indépendance d'organisation du Mouvement
44 jeunes communistes de France et de sa branche étudiante, l'UEC.

45 Respecter cette indépendance ne signifie pas une étanchéité. Cela
46 appelle au contraire à multiplier les liens, les échanges mutuelle-
47 ment enrichissants, afin de confronter nos analyses et expériences.
48 Cela implique également d'apporter toute l'aide nécessaire, y com-
49 pris financière, afin de permettre le développement de l'activité des
50 jeunes et étudiant-es communistes sur l'ensemble du territoire na-
51 tional.

52 **5. Reconquérir les milieux populaires**

53 Alors que les services publics reculent, qu'un chômage de masse
54 perdure, et que de nouvelles formes de travail isolent les travailleuses
55 et travailleurs, la reconquête des milieux populaires nous confronte
56 à un défi concernant aussi bien les quartiers populaires que les terri-
57 toires péri-urbains ou ruraux.

58 Une réflexion doit être menée afin d'aider nos camarades à réim-

1 planter le parti dans ces secteurs. Nous pouvons rassembler large-
2 ment sur un discours de classe, de création d'emplois et de forma-
3 tions qualifiantes, de défense des service publics, de respect des
4 modes de vie.

5 Les initiatives de solidarité concrète que les sections et fédérations
6 mettent en place (ventes solidaires de fruits et légumes, journées à
7 la mer, soutiens scolaires, collectes alimentaires et de fournitures...),
8 au-delà de l'aide qu'elles apportent ponctuellement, expriment en
9 actes la fraternité, la solidarité de classe. Elles doivent également
10 constituer des actes politiques en cohérence avec l'ensemble de
11 notre projet et des revendications que nous portons. Ces initiatives
12 sont des occasions de coopération avec d'autres organisations lo-
13 cales partageant nos valeurs.

14 La direction nationale s'attachera à mettre à disposition les res-
15 sources nécessaires à leur réussite, en travaillant à des mutualisa-
16 tions et à des contenus politiques adaptés.

17 **6. Franchir un nouveau cap pour la formation**

18 Chaque adhérent·e doit pouvoir disposer de tous les outils pour être
19 pleinement acteur·trice du PCF et participer au combat communiste
20 dans la société. Cela implique une mise en partage des élaborations
21 théoriques et des pratiques militantes, des conceptions de la société
22 et du projet communiste. La formation politique et théorique est un
23 outil décisif de construction du collectif agissant. Elle est un élément
24 indispensable à la mise en mouvement des communistes et à la
25 prise de responsabilité. Elle peut être animée par des communistes,
26 des camarades de combat ou des organisations citoyennes, pour ne
27 négliger aucun apport.

28 Chacune et chacun doit pouvoir accéder à une formation adaptée.
29 Dans cet objectif, les directions organisent des temps de formation,
30 faisant vivre les apports marxistes, notamment en lien avec nos re-
31 vues.

32 Lors des dernières années, un effort important a été réalisé par le
33 secteur formation national : refonte des formations avec les stages
34 de base et les stages cadres, création des stages régionaux, recen-
35 sement et réunion des référent·es fédéraux·ales à la formation.

36 Cependant, notamment parce le PCF doit nourrir de grandes ambi-
37 tions en matière de renforcement militant et parce qu'il est confron-
38 té à un rapide renouvellement de ses cadres, il nous faut amplifier
39 ce mouvement à tous les échelons des organisations du PCF. Le
40 congrès mandate en ce sens les directions pour que la formation,
41 en lien avec une politique des cadres, soit considérée comme une
42 priorité. Il propose qu'un conseil national soit consacré à la formation
43 afin qu'un plan d'ensemble soit élaboré et mis en œuvre en ce sens.

44 **7. Structurer plus efficacement l'activité 45 des communistes**

46 La structuration de notre activité doit viser la mise en mouvement
47 de tous les communistes. En lien avec l'implantation réelle du parti,
48 il nous faut réfléchir au fonctionnement de nos sections en les tour-
49 nant vers le développement d'une activité impliquant chaque adhé-
50 rent·e, travailler à la structuration la plus favorable à cela.

51 *L'importance de la proximité : les cellules*

52 La cellule de quartier ou de lieu de travail est l'échelle qui permet la
53 vie politique et l'activité de terrain régulière en prise avec les aspira-
54 tions, ainsi que la prise de responsabilité partagée.

55 Un effort important doit être fourni par les sections et les fédérations
56 pour créer des cellules partout où c'est possible.

57 Régulièrement, le conseil national tiendra une session sur l'organisa-
58 tion et le fonctionnement du parti. Elle aura en particulier pour charge

1 de dresser l'état des lieux des cellules, sections, réseaux et d'en tirer
2 les objectifs politiques de développement.

3 *L'intérêt des réseaux thématiques et de salarié-es, des com-*
4 *missions thématiques*

5 Il nous faut multiplier les portes d'entrée en politique, les lieux de
6 structuration, les outils pour mener nos batailles politiques. Les ré-
7 seaux thématiques et les commissions peuvent répondre à ce be-
8 soïn. Les réseaux de salarié-es permettent de faire tomber les bar-
9 rières géographiques, de favoriser une intervention coordonnée sur
10 un territoire ou au niveau national. Les commissions thématiques
11 peuvent être ouvertes à des femmes et des hommes qui, sur une
12 question, sont prêts à s'engager avec nous.

13 La direction nationale a pour mandat d'approfondir les efforts pour
14 faire exister des espaces d'échanges transversaux entre réseaux et
15 commissions thématiques, afin de pouvoir se nourrir de l'élaboration
16 de tout le parti. Il lui revient d'organiser le dialogue avec les commis-
17 sions et réseaux.

18 De façon générale, toutes les modalités de prises d'initiative et de
19 rencontres entre militant-es peuvent être favorisées dès lors qu'elles
20 contribuent au renforcement de notre organisation et au rayonne-
21 ment de nos idées.

22 *Le besoin de solidarité interne*

23 À partir de nos zones de force, nous nous donnons l'ambition collec-
24 tive de nous redéployer sur l'ensemble du territoire national, notam-
25 ment là où les fédérations et sections peuvent connaître des diffi-
26 cultés liées à l'absence de moyens ou de renouvellement suffisant.
27 C'est une condition indispensable pour être une force politique en
28 capacité de s'adresser à l'ensemble du pays.

29 Nous devons pour cela réfléchir à de nouveaux gestes permettant de
30 faire vivre la solidarité à différentes échelles : aide du conseil nation-
31 al, coopérations avec d'autres départements ou sections, mutuali-
32 sations,...

33 **8. Faire mieux fonctionner les instances de direction**

34 Les instances de direction ont en charge l'impulsion de l'activité du
35 parti et le débat des communistes. Elles créent les conditions de leur
36 prise d'initiative et de la mise en œuvre de leurs décisions, dans un
37 aller-retour permanent avec eux. Elles garantissent l'accès à l'infor-
38 mation, le lien entre toutes et tous, et la coordination des différentes
39 organisations locales ou nationales.

40 Elles ont à cœur de mettre tou-tes les communistes en mouvement
41 et veillent au cadre convivial et fraternel de la vie du parti et de l'ac-
42 tivité politique.

43 L'existence de sensibilités diverses au sein de notre parti est une réa-
44 lité qui doit nous enrichir mutuellement dans une recherche perma-
45 nente d'unité et de dépassement des contradictions. C'est dans la
46 diversité, dans les débats menés à leur terme que les communistes
47 construisent leur unité d'action.

48 Désormais constituées dans la parité, les instances de direction
49 doivent être représentatives de la diversité des adhérent-es, tant so-
50 ciale que professionnelle, et rassembler des communistes aux ex-
51 périences et cultures diverses. Une attention particulière doit être
52 portée à la présence de militant-es issu-es des milieux populaires,
53 comme au renouvellement régulier des instances.

54 Quant au conseil national, il doit gagner en efficacité et en capa-
55 cité d'action. Il importe de créer toutes les conditions pour que les
56 membres du conseil national soient pleinement en capacité d'as-
57 sumer leur responsabilité de dirigeant-es nationaux-ales, avec les
58 tâches qui en découlent. Lieu de débat argumenté, il lui faut travailler
59 à la mise en œuvre des décisions de congrès, en relation avec les

1 évolutions de la vie politique et de la société. Il doit traduire la volonté
2 collective des communistes.

3 **9. Faire vivre le réseau des élu-es du PCF**

4 Le PCF a vocation à avoir des élu-es à tous les échelons de pouvoir,
5 pour mener les batailles politiques jusque dans les institutions, y
6 construire des actions au service des populations, engager des rés-
7 sistances et des transformations plus profondes, appuyer le mouve-
8 ment social.

9 Ces élu-es sont en effet l'une des grandes richesses de notre parti,
10 relayant ses batailles d'idées et ses initiatives, contribuant ce faisant
11 à son rayonnement.

12 Les élu-es communistes, républicain-es et citoyen-nes, organisé-es au
13 sein de la Coopérative des élu-es CRC (qui vient de se constituer à
14 la suite du Congrès de l'Anecr), mènent des batailles politiques es-
15 sentielles pour répondre aux besoins des populations en construi-
16 sant des politiques publiques innovantes au service du plus grand
17 nombre. Ils et elles travaillent en permanence à associer le plus
18 grand nombre de citoyen-nes aux décisions qui les concernent. Les
19 élu-es communistes et républicain-es travaillent, dans la diversité de
20 leurs territoires et champs de compétences, à l'expérimentation de
21 politiques concrètes pour une égalité réelle, plus de justice sociale
22 et une écologie populaire, en dépit des contraintes budgétaires et
23 des politiques d'austérité. Leur apport singulier dans les majorités ou
24 dans l'opposition à des majorités de droite et d'extrême droite est un
25 point d'appui pour les populations, tout autant que pour les commu-
26 nistes.

27 Il est nécessaire, en un moment marqué par une très grave crise dé-
28 mocratique, de veiller à la désignation de salarié-es et de personnes
29 issues des couches populaires, comme candidat-es et élu-es. Ces
30 élu-es, désigné-es par les adhérentes et adhérents, entretiennent un
31 lien permanent avec le parti. Ils et elles travaillent en relation avec
32 les commissions à la cohérence entre le projet communiste et sa
33 traduction en propositions. C'est grâce à une action coordonnée, où
34 les élu-es prennent appui sur l'activité politique des communistes et
35 l'alimentent en retour, que des avancées concrètes peuvent être ob-
36 tenues.

37 Gagner de nombreux-ses élu-es participe de la construction des rap-
38 ports de force, de la connaissance des institutions, de la formation, et
39 des parcours militants. C'est une dimension du combat communiste,
40 qui peut parfois générer des contradictions qui sont à lever grâce au
41 dialogue régulier avec les adhérent-es.

42 **10. Renforcer nos revues**

43 *Cause commune, Economie et politique, Progressistes, Carnets*
44 *rouges* sont des outils de production théorique et d'ouverture vers
45 le monde de la recherche scientifique, le monde syndical, les intel-
46 lectuel·les. Ces revues constituent des outils de réflexion, de travail et
47 de formation autour des orientations du Parti communiste dans un
48 dialogue avec la société.

49 Les structures locales du parti doivent travailler à leur appropriation
50 par les adhérent-es et à leur diffusion.

51 **11. Développer nos médias départementaux et régionaux**

52 Les très nombreux titres départementaux et régionaux fondés par les
53 communistes : les mensuels, les hebdomadaires et le quotidien *La*
54 *Marseillaise* sont des précieux points d'appui pour faire rayonner nos
55 idées dans la proximité alors que le paysage médiatique est toujours
56 plus marqué par la concentration. Les développer en papier comme
57 en numérique est un objectif prioritaire. Pour cela, nous engageons la
58 bataille de la lecture, de la diffusion et de l'abonnement.

1 **12. Faire lire *L'Humanité*, bien commun des communistes**
2 **et de leurs ami-es**

3 Journal communiste, journal d'information indépendant, il est ancré
4 dans les luttes sociales et écologiques, comme dans le monde de la
5 culture et de la création. Journal d'analyse, d'enquête et de débat, il
6 est le lieu d'un dialogue avec les forces syndicales, associatives, du
7 mouvement social. *L'Huma* est un outil décisif des batailles sociales
8 et politiques nationales. Son développement est un objectif politique
9 prioritaire.

10 Nous avons l'ambition que chaque militant-e devienne lecteur, lec-
11 trice et promeuve le journal, que les communistes puissent se nourrir
12 du journal afin de les aider dans leurs combats et leurs analyses. La
13 bataille de l'abonnement est primordiale pour atteindre cet objectif.

14 ***Nous faisons le choix du bonheur***

15 Une page nouvelle de l'histoire du communisme français va s'écrire.
16 À un moment crucial pour le monde et pour la France, nous faisons le
17 choix de l'engagement au service du progrès, de la justice sociale et
18 climatique, de la démocratie, de la paix. Lors de l'élection présiden-
19 tielle de 2022, nous avons porté l'idée de nouveaux « Jours heureux »
20 pour notre pays.

21 Le projet communiste, qui se donne pour dessein de dépasser un ca-
22 pitalisme dévastateur afin de faire naître une civilisation enfin libérée
23 de toutes les formes d'aliénation, se retrouve entièrement dans cette
24 perspective. Les forces existent pour que les peuples reprennent leur
25 destin en main. Nous n'avons pour seule ambition que d'y concourir.
26 Afin, comme y appelait déjà notre Grande Révolution, que le bonheur
27 redevienne une idée neuve.